

Le Parti socialiste et l'écologie 1968-2011

Timothée Duverger

Le Parti socialiste et l'écologie 1968-2011

Timothée Duverger

AVERTISSEMENT

La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

SOMMAIRE

Préface	5
Introduction	7
Les années utopiques :	
une révolution culturelle manquée	23
Le marxisme est-il écolo-compatible ?	23
Le zégisme	29
Montée de l'écologisme et récupération socialiste	34
Le pouvoir socialiste et l'écologie :	
du recul au renouveau	43
L'écologie au cœur des 110 propositions	43
Le divorce : l'écologie passe à la trappe	46
Nouvelles noces : le développement durable	51
L'écologie passe à gauche	63
La sous-traitance de l'écologie	63
Tous écolos...	75
Vers un nouveau modèle de développement ?	83
Conclusion	103

Timothée Duverger est doctorant en histoire au CEMMC (Centre d'études des mondes moderne et contemporain) à l'université Bordeaux 3. Il est l'auteur de *La décroissance, une idée pour demain* (Paris, Sang de la Terre, 2011).

AVANT-PROPOS

En 2010, le jury du Prix de la Fondation Jean-Jaurès a fait le choix de ne pas désigner de lauréat unique et a salué les qualités et l'intérêt particulier de trois mémoires de Master 2, dont celui de Timothée Duverger, « La décroissance. En quête d'un anticapitalisme », soutenu en mai 2010 à l'université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, sous la direction de Christine Bouneau.

INTRODUCTION

« La décroissance fait peur »¹. C'est par ces mots que j'entamais mon mémoire de Master d'histoire sur le mouvement de la décroissance. Aujourd'hui, je dirais plutôt qu'elle intrigue, voire qu'elle intéresse.

Cet essai, en abordant le traitement de la question écologique par le Parti socialiste, depuis son émergence après Mai 68 jusqu'à la Convention nationale « Pour un nouveau modèle de développement économique, social et écologique », vise à interroger tout un pan idéologique du Parti socialiste et à inviter les militants à entrer dans un processus réflexif. C'est à une science engagée qu'appelle cet essai.

1. Timothée Duverger, *La décroissance, une idée pour demain*, Paris, Sang de la Terre, 2011, p. 11.

Le sociologue Geoffroy de Lagasnerie y encourageait avec raison lorsqu'il enjoignait l'année dernière, dans *Le Monde*, à « placer la réflexion en résonance avec le présent, renouveler la théorie au contact des mouvements qui agitent le champ social, s'adresser à des lecteurs hétérogènes »².

Jean-Paul Déléage repère la première occurrence du mot « écologie », accompagné d'une définition, en 1866, dans l'ouvrage du biologiste Ernst Haeckel *Generelle Morphologie der Organismen*. Formé à partir du grec ancien, il signifie littéralement « le discours sur la maison-habitat » mais la définition qu'en donne Haeckel est plus complexe : c'est « la science des rapports des organismes avec le monde extérieur, dans lequel nous pouvons reconnaître d'une façon plus large les facteurs de la "lutte pour l'existence" »³. Fondateur de l'écologie scientifique, Haeckel livre les germes d'une pensée de l'écologie politique à travers sa philosophie moniste, en postulant un

2. Geoffroy de Lagasnerie, « L'Université et la crise des sciences sociales », *Le Monde*, 29 avril 2010.

3. Cité par Jean-Paul Déléage, *Histoire de l'écologie*, Paris, Seuil, 1991, p. 63.

rapport de continuité cosmique entre le naturel et le social, il « rétablit le lien fondamental entre le monde de la nature et le monde social, distendu par le capitalisme »⁴ en proposant de calquer le second sur le premier.

L'écologie scientifique est née. L'écologie politique tarde à suivre. L'historien Christian Roy en situe l'éclosion dans le contexte personaliste des années 1930, plus particulièrement dans l'un de ses sous-courants qu'il nomme le « personalisme gascon »⁵. Localisé dans le sud-ouest de la France, il est emmené par Bernard Charbonneau, alors jeune enseignant, auteur en 1937 d'un manifeste intitulé « Le sentiment de la nature, force révolutionnaire » publié dans le *Journal intérieur des groupes personalistes du Sud-Ouest (Bayonne, Bordeaux, Pau, Toulouse)*. Ce manifeste est une diatribe contre la société industrielle accusée d'aliéner l'homme en le privant de l'expérience, libératrice

4. *Ibid.*, p. 65.

5. Christian Roy, « Aux origines de l'écologie politique : le personalisme gascon de Bernard Charbonneau et Jacques Ellul », *Canadian Journal of History/Annales canadiennes d'histoire*, XXVII, Avril/avril 1992, p. 67-100.

et créatrice de sens, de confrontation avec la nature. C'est pourquoi Charbonneau se révolte et organise des camps en montagne, notamment celui de Peyranère en 1938, pour y former des communautés révolutionnaires⁶.

Mais cette expérience pionnière ne suffit pas à constituer un mouvement durable. Il faut attendre pour cela Mai 68, « le grand accoucheur »⁷, vague contestataire qui emporte l'écologie vers le champ social. Le mouvement écologique s'organise dans la foulée. D'abord dans les milieux associatifs avec par exemple en 1969 la création de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN) ou en 1970 celle de l'antenne française des Amis de la Terre. Mais aussi avec les néoruraux qui fuient la ville, l'apparition d'une presse écologiste dont les deux principaux journaux sont *La gueule ouverte* et *Le sauvage*, et surtout l'essor d'un mouvement anti-nucléaire qui contribue fortement à rassembler

6. Timothée Duverger, « Bernard Charbonneau : l'homme révolté. Scoutisme et naissance de l'écologie politique », communication à paraître, contribution au colloque « Activités de pleine nature, aménagements sportifs et développement durable : une question de génération ? », Pessac, 2011.

7. Roger Cans, *Petite histoire du mouvement écolo en France*, Paris, Delachaux et Niestlé, 2006, p.108.

les énergies éparses. Plusieurs intellectuels, à l'image d'André Gorz, dotent l'écologie d'une pensée sociale.

Pierre Alphanféry, Pierre Bitoun et Yves Dupont définissent l'écologie politique comme la synthèse de cinq paradigmes⁸ :

- 1) c'est « une culture globale [qui] concerne l'ensemble des activités humaines, la question de la relation entre l'homme et la nature aussi bien que les affaires de la cité » ;
- 2) elle dénonce la démesure occidentale ;
- 3) elle propose un changement axiologique qui abandonne les mythes de la croissance, du progrès et du travail ;
- 4) elle en appelle à « un renouveau des formes de vie micro-sociales et communautaires » contre le jacobinisme ;
- 5) elle exige un modèle politique valorisant les collectivités territoriales, revitalisant la démocratie représentative par une participation accrue des citoyens et allant vers un fédéralisme européen.

8. Pierre Alphanféry, Pierre Bitoun, Yves Dupont, *L'équivoque écologique*, Paris, La Découverte, 1991, p. 134-136.

Aujourd'hui, l'écologie politique est renforcée par le constat alarmant de la crise écologique globale, dans toutes ses composantes : le réchauffement climatique, la pénurie des ressources naturelles, l'explosion démographique, l'érosion de la biodiversité, la crise énergétique et les catastrophes industrielles. L'écologie n'est plus l'affaire de quelque Cassandre mais devient un enjeu politique de premier ordre comme en ont témoigné en 2007 le retentissement du Pacte écologique de Nicolas Hulot et sa traduction politique avec le Grenelle de l'environnement.

Avec la candidature de René Dumont à la présidence de la République en 1974, le champ politique se trouve envahi par un nouvel acteur qui en bouleverse la donne. Le champ politique traditionnel, « jeu dans lequel l'enjeu est l'imposition légitime des principes de vision et de division du monde social »⁹, est reconfiguré. Les acteurs politiques installés ne voient pas d'un bon œil l'irruption de l'écologie en politique, car elle perturbe les clivages traditionnels,

9. Pierre Bourdieu, *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2000, p. 67.

mais la respectent à proportion du nombre de voix qu'elle obtient. Guillaume Sainteny dresse une typologie des réactions des partis politiques établis, et notamment du Parti socialiste : « exclure du champ le thème grâce auquel l'intrus tente d'y entrer ou y est entré ; récupérer ce thème ; exclure du champ l'intrus qui y a pénétré ou tente d'y pénétrer ; récupérer l'intrus une fois qu'il a pénétré dans le champ »¹⁰.

Les 14 et 15 janvier 2011 s'est tenu à Paris un colloque organisé par la Fondation Jean-Jaurès, intitulé « Socialisme et capitalisme : histoire, mutations, nouveaux défis ». Cette dialectique s'inscrit dans la théorie des critiques du capitalisme proposée par Eve Chiapello, auteure en 1999 avec Luc Boltanski du volumineux ouvrage de référence sur *Le Nouvel esprit du capitalisme*¹¹. Dans ses derniers travaux¹², elle ajoute aux trois critiques précédemment identifiées

10. Guillaume Sainteny, « Le Parti socialiste face à l'écologisme. De l'exclusion d'un enjeu aux tentatives de subordination d'un intrus », in *Revue française de science politique*, 44^e année, n° 3, 1994, p. 424.

11. Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, p. 843.

12. Eve Chiapello, « Capitalism and its criticisms », à paraître dans le livre de Glenn Morgann et Paul Du Gay (dir.), *New spirits of capitalisms*, Oxford University Press.

(conservatrice, sociale¹³ et artiste¹⁴) une quatrième, écologique, qu'elle définit en insistant sur l'homme limité, interdépendant des générations présentes et futures et de toutes les espèces. Et, surtout, elle note la spécificité de la critique écologique apparue dans les années 1970, qui se concentre contre la croissance : « La critique écologique est plus alarmiste : elle souligne à la fois les effets nuisibles irréversibles de l'activité humaine sur la Terre, sa succession génétique et son écosystème, et l'impossibilité de poursuivre l'extension du modèle de développement capitaliste occidental au reste du monde ». Cette critique, comme les autres, peut être assimilée par le capitalisme qui la désamorce et la pousse à se reconfigurer pour s'adapter à sa nouvelle réalité.

Il est intéressant de comprendre quelle réception accorde le Parti socialiste, parti établi dans le champ politique, aux thèses écologiques : comment la critique écologique se

13. Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Idem*, p. 84.

14. *Idem*, p. 83-84.

forme-t-elle dans les discours du Parti socialiste ? Autrement dit : quelles formes prend-elle ? Comment évolue-t-elle ? Comment s'adapte-t-elle à son environnement à la fois économique, social, culturel, politique et médiatique ? L'approche ici retenue est celle de l'histoire intellectuelle qui permet de mettre les discours en rapport avec le contexte et l'action et de les inscrire dans les rapports de force politiques, tant internes qu'externes au parti.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité ; il s'agit avant tout d'observer et de comprendre les trajectoires du discours écologique du Parti socialiste. Le premier temps de l'analyse sera consacré à la construction du Parti socialiste dans les années 1970, à sa montée en puissance, à son adaptation à un environnement idéologique contradictoire, entre un Parti communiste français fort et l'émergence de l'utopie autogestionnaire de laquelle participe l'écologie. Dans un second temps, elle s'attachera au moment de l'exercice du pouvoir, d'abord marqué par le reflux de l'écologisme puis par sa réapparition à la fin du premier mandat, autour de la question du développement durable. Enfin,

elle examinera la lente évolution, accélérée conjoncturellement par quelques ruptures, qui voit le Parti socialiste affirmer progressivement une identité écologiste sur la durée.

Le basculement du monde

Mai 68 est un « choc culturel mondial »¹⁵, l'événement ouvre une brèche dans la modernité, sert de catalyseur à des idées jusque-là souterraines. En France, dans les « années utopiques » qui suivent, « une attitude hypercritique domine la période où la théorie devait être une arme »¹⁶. C'est la crise de la modernité organisée, la post-modernité jaillit, les identités collectives (classes, nations) qui structuraient la société sont remises en cause, mais le vent de renouveau symbolisé par l'utopie autogestionnaire s'essouffle à la fin de la décennie au profit d'une hypermodernité, « époque d'un Narcisse qui se donne pour mature, responsable, organisé et performant, flexible, et qui rompt

15. Immanuel Wallerstein, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Paris, La Découverte, 2009, p. 132.

16. Gil Delannoï, *Les Années utopiques. 1968-1978*, Paris, La Découverte, 1990, p. 9.

par là avec le Narcisse des années postmodernes, jouisseur et libertaire »¹⁷.

Eve Chiapello et Luc Boltanski, se concentrant sur les transformations du capitalisme des années 1970, écrivent que la première réponse du capitalisme à sa critique se situe dans la tradition de 1936 par l'ouverture de négociations avec les syndicats pour assimiler la critique sociale portant sur les inégalités et la sécurité des trajectoires individuelles. Mais « le surcoût induit par ces avancées sociales, combiné à une situation économique plus difficile, a motivé chez les responsables d'entreprise la recherche de nouvelles solutions, cela d'autant plus que le niveau de la critique à laquelle ils étaient affrontés ne semblait pas baisser malgré les concessions faites »¹⁸. Le capitalisme est alors revenu sur ces avancées, « l'autonomie a été échangée contre la sécurité ouvrant la voie à un nouvel esprit du capitalisme louant les vertus de la mobilité et de l'adaptabilité »¹⁹.

17. Gilles Lipovetsky et Sébastien Charles, *Les Temps hypermodernes*, Paris, LGF, 2004, p. 26.

18. Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Idem*, p. 286.

19. *Ibid.*, p. 286.

Le néolibéralisme, dont le colloque fondateur se tient à Paris en 1938, puis qui diffuse ses idées à travers le monde via un réseau de think tanks, à la tête duquel on trouve la Société du Mont-Pèlerin, fondée en 1947 par Friedrich Hayek, prend son envol lorsqu'explose la crise latente des gains de productivité avec les deux chocs pétroliers. La révolte antifiscale en Californie est un événement à forte puissance symbolique, puisque, le 6 juin 1978, un référendum d'initiative populaire limite drastiquement l'impôt sur les biens immobiliers. Mais dès 1973, sous l'impulsion des Chicago boys, les économistes chiliens formés à l'université de Chicago, le Chili d'Auguste Pinochet sert de laboratoire aux politiques économiques friedmaniennes. Le basculement mondial se produit finalement après le second choc pétrolier lorsque, dans la foulée de l'arrivée au pouvoir au Royaume-Uni de Margaret Thatcher, le G7 réuni à Tokyo les 28 et 29 juin 1979 déclare vouloir mettre en œuvre « des politiques de régulation de nature à éviter toute gêne inutile aux investissements et à la productivité, une diminution de la croissance des dépenses courantes dans certains secteurs publics, et l'élimination d'obstacles

aux échanges internationaux et aux mouvements de capitaux »²⁰. L'année suivante, achevant le processus, c'est au tour de Ronald Reagan d'être élu président des États-Unis d'Amérique. Il déclare dans son discours d'investiture du 20 janvier 1981 : « *Government is not the solution to our problem; government is the problem* ». Le néolibéralisme s'installe. « Nouveau mode de gouvernement des hommes selon le principe universel de la concurrence »²¹, il construit un cadre, crée les conditions de la libre concurrence afin de garantir la « survie des plus aptes ».

Le compromis social du capitalisme industriel vole en éclats. L'ouverture commerciale et financière est conçue comme un levier de transformation des rapports entre capital et travail au détriment du second. Tandis que le capitalisme se financiarise, les flux intrafirmes et intra-branches se multiplient, accentuant la pression sur les

20. « Déclaration des chefs d'État ou de Gouvernement », Japon, sommet de Tokyo 28-29 juin 1979, consultable sur www.diplomatie.gouv.fr

21. Pierre Dardot et Christian Laval, *La Nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009, p. 6.

salariés et générant, corrélativement à la tertiarisation de l'économie et à l'individualisation du travail, une vague de désyndicalisation. C'est une société du risque social qui apparaît dans les années 1980. Elle accélère le processus de désaffiliation, c'est-à-dire la montée de la précarité et du chômage qui fracture la société²².

A cette insoutenabilité sociale s'ajoute une insoutenabilité écologique. Le *Rapport Planète Vivante 2010* du WWF indique qu'« au cours des années 1970, l'humanité dans son ensemble a dépassé le point où l'empreinte écologique²³ annuelle était égale à la biocapacité annuelle de la Terre – ce qui signifie que l'homme a commencé à consommer les ressources renouvelables plus rapidement que les écosystèmes ne pouvaient les régénérer, et à

22. Robert Castel, *La Montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Seuil, 2009.

23. « L'empreinte écologique est un cadre comptable qui suit les demandes concurrentes de l'homme par rapport à la biosphère en comparant à ces demandes la capacité de régénération de la planète. Pour ce faire, le cadre additionne les surfaces nécessaires pour fournir les ressources renouvelables que les gens utilisent, la surface occupée par les infrastructures et la surface nécessaire pour absorber les déchets », WWF, *Rapport Planète Vivante 2010. Biodiversité, biocapacité et développement*, p.32, consultable sur www.wwf.fr

produire plus de CO₂ que les écosystèmes ne pouvaient en absorber. Cette situation porte le nom de “dépassement écologique” »²⁴. Mais cette empreinte globale se compose de fortes disparités entre les pays. L'espace bio-productif moyen par personne est de 1,8 hectare, or un Français en consommait 5,26 en 1999, soit près du triple...

24. *Ibid.*, p. 34.

LES ANNÉES UTOPIQUES : UNE RÉVOLUTION CULTURELLE MANQUÉE

Le marxisme est-il écolo-compatible ?

Un seuil est donc franchi dans les années 1970. Le Parti socialiste n'en fait pas encore mention dans sa déclaration de principes adoptée au congrès d'Alfortville en 1969 et reprise au congrès d'Épinay en 1971. La vulgate est encore résolument marxiste, avec la doctrine dite du « front de classe », mais elle est infléchie par des références autogestionnaires et une réflexion sur le progrès technique.

Les clivages traditionnels du champ politique commencent pourtant à être bouleversés. Le couple antitotalitarisme / autogestion se forme, porté par les nouveaux mouvements sociaux et les intellectuels de la deuxième gauche. En 1973, Alexandre Soljenitsyne, avec *L'Archipel du goulag*²⁵, et les nouveaux philosophes qui émergent donnent plus

25. Alexandre Soljenitsyne, *L'Archipel du Goulag : 1918-1956 : essai d'investigation littéraire*, t.1, Première et deuxième parties, Paris, Seuil, 1974.

d'ampleur à l'antitotalitarisme, tandis que dans le même temps Lip fait vivre l'autogestion. C'est dans ce contexte politique et intellectuel, dans la continuité de Mai 68, que l'écologie baigne. Marx ne suffit plus à ordonner le monde, de nouveaux clivages apparaissent, le « socialisme réellement existant » est déconstruit, le marxisme amendé. André Gorz tente ainsi en 1977 dans *Écologie et liberté*²⁶ un rapprochement entre les pensées de Marx et Illich dans un même projet autogestionnaire, loin de la dictature du prolétariat.

Le primat de l'économie est désavoué, désormais « tout est politique ». L'autogestion fédère l'ensemble des nouveaux mouvements sociaux dans une même aspiration au contrôle de sa propre trajectoire. L'autogestion et les nouveaux mouvements sociaux sont des « notions de transition »²⁷ visant à remplacer le mouvement ouvrier en régression dans une société désormais post-industrielle. L'autogestion

26. André Gorz, *Écologie et liberté*, Paris, Galilée, 1977.

27. Hélène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, PUR, 2005, p. 135.

est un « marqueur identitaire »²⁸ qui permet par exemple au Parti socialiste et à la CFDT de se distinguer pour l'un du Parti communiste, pour l'autre de la CGT. De la même façon, l'écologie propose une nouvelle division du monde social, dépassant la lutte des classes et reposant sur « le refus du productivisme »²⁹ [qui] constitue la valeur identitaire par excellence, permettant d'opposer le monde de l'écologie à tous les autres, droite et gauche confondues »³⁰. L'accusation de productivisme adressée au marxisme est très mal accueillie ; la CGT dénonce l'écologie comme une campagne visant à faire accepter aux salariés une baisse de leur niveau de vie³¹.

28. *Ibid.*, p. 221.

29. René Passet en donne une bonne définition : « La nature se trouve prise entre deux logiques : celle du progrès technique qui la ménage et celle de la course productiviste qui la dégrade. La recherche de productivité – phénomène positif – se transforme en productivisme négatif, à partir du moment où le phénomène, cessant de servir ses finalités humaines, se boucle sur lui-même pour devenir sa propre finalité ». René Passet, *L'illusion néo-libérale*, Paris, Flammarion, 2000, p. 164.

30. Daniel Boy, « L'écologie : une nouvelle culture politique ? », in *Vingtième Siècle Revue d'histoire*, n° 44, octobre-décembre 1994, p. 49.

31. Michelle Durand et Yvette Harff, « Les syndicats face aux nouveaux problèmes de l'environnement et de la qualité de la vie », in Mark Kesselman et Guy Groux (dir.), 1968-1982 : *Le mouvement ouvrier français. Crise économique et changement politique*, Les Editions ouvrières, 1984, p. 179-201.

Pour autant, y a-t-il vraiment une incompatibilité de fond ? Jean Batou démontre que le productivisme du « socialisme réellement existant » ne procédait pas d'une fatalité. Il distingue ainsi deux phases dans la révolution soviétique : « L'histoire des rapports homme / nature en Union soviétique fait apparaître une nette rupture entre la période 1917-1927 et les années 1928-1934. Dans la première phase, l'écologie progresse à la fois comme courant scientifique, comme mouvement d'opinion et comme groupe de pression organisé, dans des conditions, il est vrai, difficiles. Dans la seconde, qui coïncide avec la mise en place du système stalinien, elle est impitoyablement battue en brèche »³². Au sens littéral, le communisme se déracine, la démesure gagne, la nature se doit d'être soumise au système productif, le scientisme de Lyssenko servant d'idéologie au projet.

Du côté théorique, la lecture de Marx permet aussi de nuancer les propos accusateurs qui ont tôt fait de faire

32. Jean Batou, « Révolution russe et écologie (1917-1934) », in *Vingtième Siècle Revue d'histoire*, n°35, juillet-septembre 1992, p. 27.

d'une citation de Lénine – « le communisme, c'est les soviets plus l'électricité » – une preuve. Sans aller aussi loin que John Bellamy Foster, qui traque dans le texte toutes les traces écologiques³³, quitte à « oublier qu'il manque à Marx et Engels une perspective écologique d'ensemble »³⁴, citons simplement un célèbre passage du *Capital* qui permet de revenir sur le progressisme et le productivisme de Marx critiqués par les écologistes : « A mesure que l'homme se civilise, s'étendent le cercle de ses besoins et son asservissement à la nature, mais en même temps se développent les forces productives qui lui permettent de s'en affranchir. A ce point de vue la liberté ne peut être conquise que pour autant que les hommes socialisés, devenus des producteurs associés, combinent rationnellement et contrôlent leurs échanges de matière avec la nature, de manière à les réaliser avec la moindre dépense de force et dans les conditions les plus dignes et les plus conformes à la nature humaine. Sans cela le joug de la nécessité ne

33. John Bellamy Foster, *Marx's Ecology. Materialism and nature*, New York, Monthly Review Press, 2000.

34. Michael Löwy, *Ecosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris, Mille et une nuits, 2011, p. 98.

cessera de peser sur eux et ils ne connaîtront pas le vrai régime de la liberté, dans lequel le développement de leurs forces se fera exclusivement pour eux. La condition fondamentale de cette situation est le raccourcissement de la journée de travail »³⁵. Pour Marx, la liberté se situe au-delà du travail, la réduction du temps de travail est donc l'horizon du socialisme. En cela, il pourrait être considéré comme proche des thèses de son gendre Paul Lafargue, auteur en 1880 du *Droit à la paresse*³⁶. Mais son optimisme, c'est-à-dire son progressisme, porte en lui deux limites. La première est l'expansion potentiellement illimitée des besoins. La seconde, le lien indissoluble entre développement des forces productives (dont la neutralité postulée fait partie de ses angles morts) et émancipation, bloquant toute alternative et notamment une possible limitation des besoins, perspective ouverte en 1972 par Marshall Sahlins dans *Âge de pierre, âge d'abondance*³⁷.

35. Karl Marx, *Le Capital*, Livre troisième, Section VIII, chapitre XLVIII, consultable sur www.marxists.org

36. Paul Lafargue, *Le Droit à la paresse : réfutation du « droit du travail » de 1848 (1880)*, Paris, La Découverte, 2010.

37. Marshall Sahlins, *Âge de pierre, âge d'abondance : l'économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard, 1976.

Le zégisme

Alors que le premier ministère de la Protection de la nature et de l'Environnement a été créé un an plus tôt, le Programme commun, signé le 26 juin 1972 par le Parti socialiste, le Parti communiste et les radicaux de gauche, ne consacre qu'un paragraphe à l'écologie. Celui-ci, qualifié d'« indigent »³⁸ par Guillaume Sainteny, porte sur les pollutions et les nuisances. Le programme de gouvernement du Parti socialiste, *Changer la vie*³⁹, est à peine plus étoffé avec un peu plus de deux pages sur un aménagement du territoire devant respecter la protection de l'environnement. L'écologie n'est donc abordée que marginalement et par le biais du cadre de vie.

Mais un séisme se produit : le zégisme, terme renvoyant à l'expression « *zero economic growth* » et qualifiant les

38. Guillaume Sainteny, *Idem*, p. 431.

39. Parti socialiste, *Changer la vie : programme de gouvernement*, Paris, Flammarion, 1972.

mouvements favorables à la croissance zéro⁴⁰. Fondé en 1968 et réunissant des économistes, des scientifiques, des fonctionnaires et des industriels, le Club de Rome confie en 1970 au professeur Denis L. Meadows, du Massachusetts Institute of Technology (MIT), une recherche prospective et globale sur l'avenir de la planète. Son rapport intitulé *Limits to Growth*⁴¹, publié en 1972, fait la critique du progrès aveugle, reconnaît les limites physiques de la croissance et en appelle à l'état stationnaire, à une « croissance zéro » faisant la part belle aux activités non matérielles de type qualitatif (loisirs, éducatives, relations humaines, etc.). Dès février 1972, Sicco Mansholt, socialiste hollandais et vice-président de la Commission européenne, adresse une lettre au président de la Commission, Franco-Maria Malfatti, dans laquelle il préconise un plan économique reprenant les conclusions du rapport. En France, le communiste Georges Marchais

40. Timothée Duverger, « De Meadows à Mansholt : L'invention du « zégisme » », in *Entropia*, dossier « Aux sources de la décroissance », n°10, printemps 2011, p. 114-123.

41. Denis Meadows, *Halte à la croissance ? Enquête pour le Club de Rome. Rapport sur les limites de la croissance*, Paris, Fayard, 1972.

provoque un véritable tollé lorsqu'il dévoile la lettre au grand public dans une conférence de presse, le 4 avril 1972. Jouant de la théorie du complot, Georges Marchais instrumentalise le débat pour faire échouer le référendum sur l'élargissement de la Communauté européenne à quatre nouveaux membres, dont la Grande-Bretagne. Devenu président de la Commission européenne le 22 mars 1972, Mansholt insiste et donne un entretien au *Nouvel Observateur* pendant la Conférence de Stockholm sur l'environnement, dans lequel il va plus loin : « il ne s'agit même plus de croissance zéro, mais d'une croissance en dessous de zéro »⁴². Il n'est pas suivi, c'est une bifurcation manquée, mais le souci de protéger l'environnement est affirmé et l'ONU se dote d'un Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Les socialistes sont d'abord les moins réticents, car ils y voient des correspondances avec l'utopie autogestionnaire

42. Sicco Mansholt, « Le chemin du bonheur », entretien réalisé par Josette Alia, *Le Nouvel Observateur*, 12-18 juin 1972, p. 71-88.

qu'ils commencent à défendre. Jean-Pierre Chevènement reconnaît ainsi que Mansholt « esquisse l'image d'un socialisme autogestionnaire dans lequel le Parti socialiste n'a pas de peine à se reconnaître ».⁴³ Claude Allègre confirme même qu'un temps les socialistes « furent tentés par la doctrine de la non-croissance »⁴⁴, comme en témoignent les réflexions de Jacques Attali en 1974 dans *L'Anti-économique*⁴⁵. Mais en 1975, lors d'une conférence de presse, François Mitterrand clarifie la position de son parti en opposant la critique sociale à la critique écologique : « Cette formule serait considérée comme un scandale par les peuples du tiers-monde non producteurs de matière première recherchée, ou simplement par les classes sociales des pays industriels qui ne participent pas pleinement à la croissance »⁴⁶.

43. Jean-Pierre Chevènement, « Rapport Mansholt. Béton, ventres pleins, têtes creuses », *L'Unité*, 21 avril 1972, p. 6.

44. Claude Allègre, *Ma Vérité sur la planète*, Paris, Plon/Fayard, 2007, p. 19.

45. Jacques Attali et Marc Guillaume, *L'Anti-économique*, Paris, PUF, 1974.

46. Fondation Jean-Jaurès, fonds Commission économie années 1970, « Déclaration de François Mitterrand – 31/07/1975 ».

Pourtant, l'idée n'est pas tout à fait étouffée et chemine jusqu'à se retrouver dans une réflexion sur « La finalité de la croissance »⁴⁷ menée en 1977 par le groupe de travail sur la planification démocratique, dont le rapporteur est André Boulloche, député et secrétaire national au Plan du Parti socialiste. Il y est écrit que « poser le problème de la finalité de la croissance consiste [...] à poser le VRAI problème ». La solution ? Une nouvelle répartition des pouvoirs et un changement radical des comportements de consommation pour orienter et organiser le « système productif vers la création de valeur d'usage ».

La question des limites de la croissance économique est donc posée dès ses premiers pas au Parti socialiste, qui hésite sur la position à tenir. Mais il finit par trancher en faveur de la critique sociale qu'il oppose à la critique écologique pour justifier l'impératif de croissance économique.

47. Fondation Jean-Jaurès, fonds Commission économie années 1970, « Document de travail du 10/03/1977 sur "La finalité de la croissance" ».

Montée de l'écologisme et récupération socialiste

La critique écologique n'est pas innée au sein du Parti socialiste. La matrice du parti repose sur la critique sociale, qui peut parfois lui être contradictoire. Aussi l'écologie n'y prend-elle de l'importance qu'à proportion de son poids électoral, ce que confirme Guillaume Sainteny qui l'énonce comme une loi du champ politique : « Les stratégies de récupération et de réaction du Parti socialiste envers l'écologisme sont grossièrement corrélées avec l'importance de l'intrusion et ses conséquences électorales supposées (sondages) ou effectives (résultats électoraux) »⁴⁸.

Si dès mars 1972, un Comité pour l'environnement est créé, animé par Edith Cresson et composé pour l'essentiel de spécialistes, dont Pierre Samuel, co-fondateur deux ans plus tôt du groupe Survivre... et Vivre !⁴⁹, celui-ci ne se

transforme en Commission nationale qu'en 1974, en réaction à la candidature de René Dumont et à son slogan tranché : « L'Utopie ou la mort ! »⁵⁰. Le bilan de cette aventure électorale est contrasté. Certes Alain Hervé, du *Sauvage*, a raison de signaler que « pour la première fois dans l'histoire des sociétés, un homme présente sa candidature à la direction d'un Etat, avec pour programme la préservation de la vie »⁵¹, mais René Dumont n'obtient que 1,32 % des suffrages.

Pourtant, cela suffit à intéresser le Parti socialiste, ce qui est d'autant plus vrai qu'il bénéficie depuis les Assises pour le socialisme de 1974 de l'appui de militants de la deuxième gauche, plus ouverts vis-à-vis des thèses écologistes et motivés à transformer la nature marxiste du parti. C'est dès l'élection présidentielle que François Mitterrand se sent tenu de réagir en publiant un programme sur

48. Guillaume Sainteny, *Idem*, p. 425.

49. Céline Pessis, « Survivre... et Vivre ! : une critique de la science aux origines de l'écologie », in *Entropia*, dossier « Aux sources de la décroissance », n° 10, printemps 2011, p. 124-134.

50. Du nom de son livre publié un an plus tôt : René Dumont, *L'Utopie ou la mort I*, Paris, Seuil, 1973.

51. Cité par Roger Cans, *Petite histoire du mouvement écolo en France*, Paris, Delachaux et Niestlé, 2006, p. 153-154.

l'environnement⁵². Et le Parti socialiste crée finalement en 1975, au congrès de Pau, une « délégation nationale à l'environnement », confiée à la géographe Christiane Mora, ainsi qu'un poste de « rapporteur national auprès du premier secrétaire pour les questions d'écologie » occupé par le biologiste et naufragé volontaire Alain Bombard. Christiane Mora lance alors une enquête auprès des fédérations sur les questions d'environnement et d'énergie nucléaire, tandis qu'un dossier sur la question est publié en supplément du *Poing et la rose*⁵³. Celui-ci cependant reste très timoré sur le nucléaire, bien que le 3 juillet 1976, soit à peine un an plus tard, se déroule la première grande manifestation contre « Superphénix » à Creys-Malville, réunissant 15 000 manifestants emmenés par Lanza del Vasto, Théodore Monod et Philippe Lebreton.

Le tournant a lieu en 1977. Le Parti socialiste aborde enfin la question de l'environnement dans un congrès, en juin à

52. Guillaume Sainteny, *Idem*, p. 432.

53. Parti socialiste, « Les socialistes et le débat sur l'énergie », in *Le Poing et la rose*, supplément au n° 42, 1975.

Nantes, et publie en fin d'année « Pour une politique de l'environnement » qui fait un bilan d'étape. C'est que le poids électoral des écologistes va croissant, des fiefs se constituent : en 1975, à l'élection législative partielle du V^{ème} arrondissement de Paris, Brice Lalonde obtient 6,57 % des voix. Héraut de la lutte contre la centrale de Fessenheim, Antoine Waechter récolte 13 % des suffrages dans son canton de Mulhouse en mars 1976. Et la dynamique devient collective lors des municipales de 1977 : les listes écologistes obtiennent environ 9 % des voix là où elles se présentent, même si au plan national cela ne représente que 1,06 % des suffrages. D'après un sondage Ifop réalisé en 1977, le mot « écologie » devient familier pour les trois quarts des Français⁵⁴.

Le Parti socialiste ne peut ignorer cette montée en puissance et affronte le débat de l'écologie politique de front dans sa « Motion finale de politique générale ». Il déclare vouloir « une nouvelle logique de développement » et

54. Patrick Salmon, *Les écologistes dans les médias. De René Dumont à Dominique Voynet*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 18-19.

précise qu'« entre la croissance zéro qui ne veut rien dire puisque, de toute manière il faudra faire face aux remplacements de matériels vétustes et aux besoins de techniques avancées, et la croissance tous azimuts, le Parti doit assurer une croissance équilibrée qui protège l'homme dans son travail et dans sa dignité et facilite le maintien ou le rétablissement des équilibres naturels »⁵⁵. Le Parti socialiste ne remet donc pas en cause la croissance en tant que telle, mais son calcul et les modalités de sa réalisation. Et Christiane Mora ne s'y trompe pas, le 19 juin 1977, lors des débats du congrès, quand elle insiste pour que le parti s'inspire davantage des mouvements associatifs écologiques plutôt que de « ne les inviter qu'au moment des élections ».

La progression des écologistes ralentit aux élections législatives de 1978. Pourtant fédérés dans la structure biodégradable Ecologie 78 et aidés par la marée noire du 16 mars provoquée par le superpétrolier *Amoco-Cadiz* dans

55. Parti socialiste, « Motion finale de politique générale : unité, responsabilité », in *Le Poing et la rose*, n° 63, juillet 1977, p. 19.

le nord du Finistère, ils n'obtiennent que 2,1 % des voix au niveau national, soit 4,4 % si on reporte les voix obtenues aux candidats présents dans 43 % des circonscriptions. Le reflux s'opère en fait dès juillet 1977 à partir de la « débâcle de Creys-Malville »⁵⁶, où une manifestation de 60 000 participants se heurte aux gendarmes, les affrontements faisant un mort. Le mouvement, fragilisé, se divise et échoue aux élections européennes de 1979. La liste Europe Ecologie constituée par Philippe Lebreton et Solange Fernex n'obtient que 4,4 % des voix, alors qu'il en faut 5 % pour obtenir des élus (quatre) et le remboursement des frais de campagne...

Dans un premier temps, les bons résultats aiguillonnent donc le Parti socialiste, même si Christiane Mora fait le constat sincère d'une part du « réflexe [...] de parcelliser les problèmes », d'autre part que « le PCG n'a et n'aura pas de contenu écologique précis »⁵⁷. L'évolution de la position

56. Roger Cans, *Idem*, p. 173.

57. Christiane Mora, interview réalisé par Françoise Danam, « L'écologie est-elle politique pour les partis ? », *La Gueule Ouverte*, n°145, 16 février 1977, p. 3.

sur le nucléaire est parmi les plus notables : dès 1975, dans un supplément au *Poing et la rose*, le Parti socialiste publie un dossier sur « Les socialistes et le débat sur l'énergie » où le « tout-nucléaire » est critiqué puis, le 19 octobre 1977, le bureau exécutif du Parti socialiste se prononce en faveur d'un moratoire nucléaire de deux ans. Guillaume Sainteny explique que « si un certain nombre de conditions (positions des élus locaux, sondages favorables aux écologistes, manifestation de Creys-Malville, développement de la réflexion socialiste sur ce point) contribuent à ce véritable revirement, la rupture de l'Union de la gauche [le 22 septembre 1977] le rend politiquement possible »⁵⁸, le productivisme du Parti communiste français faisant obstacle. Mais avec l'échec de Creys-Malville et les divisions politiques, « l'image de l'écologie se brouille, puis se dégrade »⁵⁹. Le Parti socialiste ralentit donc l'effort de récupération. Seule innovation notable, en 1979, au congrès de Metz, est créé un « secrétariat national à

58. Guillaume Sainteny, *Idem*, p. 433.

59. Patrick Salmon, *Idem*, p. 40.

l'urbanisme et à l'environnement », confié à Michel Pezet, qui chapeaute la délégation de Christiane Mora.

Finalement, si le Parti socialiste a intégré, à la veille de sa prise du pouvoir, la critique écologique, l'intensité de celle-ci dépend largement des conditions de son intrusion dans le champ politique. Elle est restée par ailleurs sectorisée et ne se déploie pas dans une « culture globale » qui permettrait d'écologiser le socialisme. Certes, le Parti socialiste s'est rapproché des propositions écologistes mais sa critique de la croissance est restée technique (critique du mode de calcul du PNB par exemple) : il n'a pas fait le choix d'en contester le principe même. Hélène Hatzfeld a donc raison de conclure que « le Parti socialiste n'a pas joué avec le feu d'une révolution culturelle »⁶⁰.

60. Hélène Hatzfeld, « Une révolution culturelle du Parti socialiste dans les années 1970 ? », in *Vingtième siècle Revue d'histoire*, n°96, avril 2007, p. 90.

LE POUVOIR SOCIALISTE ET L'ÉCOLOGIE : DU REcul AU RENOUVEAU

L'écologie au cœur des 110 propositions

A la veille des élections en 1981 pourtant, l'écologie revient sur le devant de la scène, portée par « l'activisme de Brice Lalonde qui conduit à une personnalisation de l'image de l'écologie politique »⁶¹. Cet ancien président de l'UNEF/Sorbonne en 1967-1968 et des Amis de la Terre de 1972 à 1975, militant du Parti socialiste unifié jusqu'à son exclusion en novembre 1976, est désigné en 1980 par les Amis de la Terre, le Mouvement d'Écologie Politique (MEP) et les « diversitaires »⁶². Crédités par deux sondages Ifop d'environ 10 % des intentions de vote, les écologistes reviennent dans le jeu politique.

En 1980, le Parti socialiste signe la pétition contre le « tout-nucléaire ». Il organise ensuite, en 1981, des États

61. Patrick Salmon, *Idem*, p. 45.

62. Electeurs non affiliés qui constituent plus de 50 % des votants.

généraux du cadre de vie et publie deux ouvrages sur l'écologie : *Energie : l'autre politique*⁶³ et *La Mer retrouvée : pour une politique socialiste de la mer*⁶⁴. Surtout, les 110 propositions retenues au congrès extraordinaire de Créteil le 26 janvier 1981 font un pas en direction de l'écologie politique. Parmi elles, figurent trois propositions concernant « les équilibres naturels » (n° 101 à 103) avec la protection de la nature (protection de sites, lutte contre les pollutions, normes de construction de machines et moteurs), la réduction du temps de travail et les vacances, une politique énergétique diversifiée, luttant contre les gaspillages et transparente, la décentralisation et le développement de la vie associative.

En 1980, dans le livre d'entretiens *Ici et maintenant*⁶⁵, François Mitterrand justifie son écologisme par son enracinement, par l'expérience sensible de la terre qu'il a eue dans son enfance charentaise. Il œuvre à articuler critique

63. Parti socialiste, *Energie : l'autre politique*, Paris, Club socialiste du livre, 1981.

64. Parti socialiste, *La Mer retrouvée : pour une politique socialiste de la mer*, Paris, Club socialiste du livre, 1981.

65. François Mitterrand, conversations avec Guy Claisse, *Ici et maintenant*, Paris, Fayard, 1980.

sociale et critique écologique. Prenant l'exemple de l'urbanisme, il écrit ainsi qu'« une politique de l'environnement est aussi une politique sociale »⁶⁶. Il multiplie les discours écologiques, usant des mêmes mots que les écologistes, comme lorsqu'il renvoie dos à dos le capitalisme et le communisme : « L'économisme, la croissance pour la croissance et donc le productivisme, le profit privé ou public à n'importe quel prix caractérisent les deux faces du dieu Janus qui gouverne la société industrielle »⁶⁷. L'affiche de campagne elle-même marque le changement : en 1965, François Mitterrand posait avec, en arrière-plan, un pylône électrique ; en 1981, il apparaît dans la campagne française. Mais le changement de posture est surtout rhétorique. Le Parti socialiste se caractérise en effet d'après Jacques Gerstlé par une « ambiguïté [qui] résulte tant de l'utilisation de concepts flous que du défaut d'harmonisation des textes »⁶⁸ et qui est « la source de toute stratégie de parole »⁶⁹.

66. *Ibid.*, p. 190.

67. *Ibid.*, p. 187.

68. Jacques Gerstlé, *Le Langage des socialistes*, Montréal, Stanké, 1979, p. 178.

69. *Ibid.*, p. 180.

Au premier tour des élections présidentielles de 1981, Brice Lalonde obtient 3,87 % des voix, c'est une réussite. Pourtant « l'écologie politique commence une traversée du désert médiatique »⁷⁰ qui dure jusqu'en 1989.

Le divorce : l'écologie passe à la trappe

Brice Lalonde ne donne pas de consigne de vote pour le second tour. Après la victoire de François Mitterrand, c'est un tsunami qui emporte les écologistes aux élections législatives : les 174 candidats écologistes n'obtiennent que 1 % des suffrages, soit 0,48 % sur l'ensemble des circonscriptions. Seul Brice Lalonde dépasse la barre des 5 % avec ses 8,25 % à Paris. Passées quelques mesures symboliques telles que l'abandon de la construction de la centrale nucléaire de Plogoff ou l'annulation de l'extension du camp militaire du Larzac, le Parti socialiste montre qu'il n'a plus besoin de l'écologie. De fait, le ministère de l'Environnement est classé à la 27^{ème} place dans l'ordre

70. Patrick Salmon, *Idem*, p. 55.

gouvernemental et perd l'essentiel de la délégation au cadre de vie, qui était son épine dorsale. Il est, de plus, confié à Michel Crépeau⁷¹, au seul motif qu'il a pris des mesures écologiques (tri des déchets, mise à disposition de vélos gratuits, etc.) dans sa ville de La Rochelle. Alain Bombard obtient quant à lui un secrétariat d'Etat à la Mer, qui lui est rattaché, mais il n'y reste qu'un mois à cause de ses déclarations contre la chasse à courre. En mars 1983, après les élections municipales qui voient 757 écologistes élus avec un score moyen de 5,4 %, c'est Huguette Bouchardeau, candidate du Parti socialiste unifié en 1981 ayant fait 1,11 % des voix, qui devient secrétaire d'Etat à l'Environnement et au Cadre de vie auprès du Premier ministre, Pierre Mauroy. En 1984, elle devient ministre de l'Environnement dans le gouvernement Fabius, où elle passe au 17^{ème} rang dans l'ordre gouvernemental. Arrivée au pouvoir en pleine affaire Seveso sur les déchets industriels, elle s'illustre surtout en 1983 par la première loi importante sur l'enquête publique, qui fait un pas vers la démocratie

71. Candidat du Mouvement des radicaux de gauche ayant rassemblé 2,21 % des voix.

technique par une procédure plus transparente et une place plus importante accordée au public. Le gouvernement adopte deux lois environnementales, l'une en 1985 pour le développement et la protection de la montagne, l'autre en 1986 relative à la protection, l'aménagement et la mise en valeur du littoral. Mais leur application est imparfaite et elles sont qualifiées de « lois poudre aux yeux »⁷². Le divorce avec les écologistes est parachevé lorsque, le 10 juillet 1985, le *Rainbow Warrior*, un navire de Greenpeace surveillant les essais nucléaires français dans le Pacifique, est coulé par la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure), faisant un mort. François Mitterrand œuvre alors à verdir son image en accueillant en France en février 1986 le sommet Silva sur la déforestation, qui débouche sur un « appel de Paris » mais peu d'actions.

Les écologistes se rassemblent les 28 et 29 janvier 1984 et fondent Les Verts, Confédération écologiste - Parti écologiste. Aux élections européennes, les Verts, dont Yves

72. Roger Cans, *Idem*, p. 216.

Cochet est le porte-parole, ont pour objectif d'aller chasser sur les terres de la gauche en insistant sur la critique sociale. Mais ils font face à une liste concurrente, l'Entente radicale écologiste pour les Etats-Unis d'Europe (ERE) issue d'un rapprochement entre Brice Lalonde, écarté de la direction du parti, et les radicaux de gauche. Le résultat est le suivant : 3,37 % des voix pour les premiers, 3,31 % pour les seconds, et aucun élu. En 1986, les Verts n'obtiennent que 1,2 % des voix aux élections législatives et 2,40 % aux régionales, soit trois élus.

Sans concurrent sérieux sur le terrain écologique, le Parti socialiste relâche son attention, malgré la présence en son sein du courant Mouvement écologiste socialiste, qui lance un appel pour « l'avènement d'un socialisme écologique » en 1983⁷³. A tel point que Bernard Morin s'exclame en octobre 1983, dans les débats du congrès de Bourg-en-Bresse : « les écologistes existent au Parti socialiste, vous pourrez dire que vous en avez rencontrés, pour ceux

73. Guillaume Sainteny, *Idem*, p. 450.

d'entre vous qui sont encore là à m'écouter, que vous en avez vu un à la tribune l'espace de quelques instants ». Accueilli par le silence dans une salle vide, il ne s'en tient pas à cela et propose une contribution dès le congrès suivant : « La crise du travail, levier du changement : une voie "écologiste" vers le socialisme ? »⁷⁴. Antiproductiviste, cette contribution déconstruit l'équation « croissance = emploi » pour lui préférer le partage du travail et l'avènement d'une société du temps libre. Bernard Morin récidive en janvier 1987 au congrès de Lille dans sa contribution « Ecologie et socialisme en Europe »⁷⁵ qui aborde nombre de thèmes de l'écologie politique : le développement, l'environnement, l'énergie, le travail et la vie associative. Dans ses motions d'orientation, le Parti socialiste reste cependant muet sur les enjeux environnementaux et sa mise au point au congrès de Lille après la catastrophe de Tchernobyl n'est guère encourageante : « Les socialistes, qui savent qu'il ne faut pas imputer aux progrès de la science et de la technologie les

74. Bernard Morin, « La crise du travail, levier du changement : une voie « écologiste » vers le socialisme ? », in *Le Poing et la rose*, n° 112, mai 1985, p. 64-67.

75. Bernard Morin, « Ecologie et socialisme en Europe », in *Le Poing et la rose*, n° 116, janvier 1987, p. 98-101.

méfais qui relèvent d'un mauvais usage de la société, n'opposent pas écologie et développement économique. Nous ne voulons pas limiter la croissance économique parce qu'elle serait nuisible ; nous voulons orienter notre modèle de développement pour qu'il prenne en compte la protection de la population et de notre patrimoine mondial »⁷⁶.

Nouvelles noces : le développement durable

Un nouveau paradigme émerge progressivement : le développement durable. A peine un an après la conférence de Stockholm, première conférence des Nations unies sur l'homme et son milieu qui se tient en 1972, Maurice Strong – son secrétaire général et principal architecte – lance le concept d'« écodéveloppement », immédiatement repris et développé en 1974 au symposium PNUE / CNUCED⁷⁷ de

76. Parti socialiste, « Motion nationale d'orientation : Rassembler pour gagner. Comprendre la réalité », in *Le Poing et la rose*, n° 119, juin 1987, p. 9-10.

77. Le PNUE est le Programme des Nations unies pour l'environnement, créé en 1972 à la conférence de Stockholm, et la CNUCED la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.

Coyococ, consacré aux modes de développement et à l'utilisation des ressources naturelles. Le PNUE charge alors l'équipe du Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), dirigée par l'économiste Ignacy Sachs, de donner une définition à ce terme. Sachs le définit comme une « voie moyenne à égale distance des propositions extrêmes des malthusiens [et de celles] des chantres de l'abondance illimitée »⁷⁸, qui comporte trois dimensions : autonomie des décisions, prise en charge équitable des besoins, prudence écologique. Cependant, le terme « écodéveloppement » est finalement remplacé. Le développement durable est théorisé dans le rapport Brundtland, du nom de la Première ministre de Norvège chargée en 1983 de présider une Commission mondiale de l'environnement et du développement composée d'anciens hauts fonctionnaires de l'ONU et de spécialistes de l'environnement. Le rapport propose un inventaire exhaustif des menaces qui pèsent sur l'équilibre naturel (les transports et l'énergie nucléaire y échappent

78. Cité par Frank-Dominique Vivien, *Le Développement soutenable*, Paris, La Découverte, 2007, p. 14.

toutefois) et les relie toutes à une seule et même crise, ce qui suppose une solution unique : le développement durable. Le développement durable se fonde sur trois piliers : la croissance économique, l'équité sociale (inter et intra-générationnelle) et le respect des systèmes naturels. En 1987 est signé le protocole de Montréal sur les substances incriminées dans la diminution de la couche d'ozone, préalable à des négociations concernant le changement climatique. Le sommet de Rio de Janeiro organisé en 1992 par l'ONU regroupe 108 chefs d'Etat et de gouvernement, 1 400 ONG et 8 000 journalistes. En parallèle, se tient un forum global organisé par les ONG qui alterne kermesse, manifestation politique et symposium. Par rapport à Stockholm, la question démographique perd de son importance, les références à la nature et à l'épuisement des ressources naturelles disparaissent, de même que le recours à la planification, tout délai précis de mise en œuvre étant rejeté par les Etats-Unis. Une innovation cependant : un plan d'action pour le XXI^{ème} siècle, l'Agenda 21, bréviaire de 800 pages listant de multiples recommandations chiffrées à environ 600 milliards de dollars à

l'horizon 2010. Mais tout ne va pas de soi, comme en témoigne l'appel de Heidelberg, manifeste signé notamment par 72 récipiendaires du prix Nobel, qui dénonce « l'émergence d'idéologie irrationnelle qui s'oppose au progrès scientifique et industriel et nuit au développement économique et social »⁷⁹.

En France, 1986 est l'année de la cohabitation. La droite prend le pouvoir, Jacques Chirac est Premier ministre, les socialistes sont renvoyés dans l'opposition tandis que les Verts adoptent une ligne environmentaliste au congrès de Paris : la motion « L'écologie n'est pas à marier » d'Antoine Waechter, qui prône un recentrage, l'emporte avec 68 % des voix. Le nouveau leader écologiste est investi par son parti pour l'élection présidentielle de 1988, contre les tentatives des « gauchistes » de se fédérer autour de l'ex-communiste Pierre Juquin en signant l'« Appel pour un arc-en-ciel ». La campagne présidentielle est un succès, Antoine Waechter obtenant 3,89 % des voix tandis que Juquin, soutenu finalement par le Parti socialiste unifié, la

79. « Appel de Heidelberg », consultable sur www.global-chance.org

Ligue communiste révolutionnaire et la Fédération pour une gauche alternative, échoue avec 2,1 % à marier extrême gauche et écologie.

L'invention du développement durable, le renouveau des Verts, plusieurs catastrophes industrielles (en particulier Bhopal en 1984 et Tchernobyl en 1986) et sans doute le déclin du Parti communiste français conduisent les socialistes à se préoccuper à nouveau d'écologie. Un « atelier écologie » est donc créé au sein du « groupe des experts » dont est responsable Claude Allègre (par ailleurs directeur de l'Institut de physique du Globe), tandis qu'un colloque y est consacré à Vienne le 23 janvier. Là où Antoine Waechter ne donne pas de consigne de vote au second tour, Brice Lalonde soutient François Mitterrand dès le premier et présente pour lui entre les deux tours, avec Claude Allègre, un programme en dix points sur l'environnement. Il est récompensé par un secrétariat d'Etat à l'Environnement auprès du Premier ministre, Michel Rocard, ancien du Parti socialiste unifié comme lui. Malgré l'entrée pour la première fois d'un écologiste au

gouvernement, les Verts continuent leur ascension. Ils boycottent les élections législatives mais obtiennent en moyenne 6,8 % des voix là où ils se présentent aux élections cantonales, puis leurs 175 listes obtiennent une moyenne de 9 % des voix aux élections municipales de mars 1989. Ils triomphent aux élections européennes de juin 1989 puisqu'ils dépassent la barre symbolique des 10 % (10,6 %) et obtiennent neuf élus. Patrick Salmon note que « les Verts sont dorénavant traités, sur le plan médiatique, comme un acteur à part entière du champ politique »⁸⁰. C'est aussi dans cette période charnière que les écologistes enrichissent leur fonds théorique, orienté *a contrario* dans le sens d'une écologie sociale : Félix Guattari publie en 1989 *Les Trois écologies*⁸¹, Michel Serres en 1990 *Le Contrat naturel*⁸², André Gorz en 1991 *Capitalisme, socialisme, écologie*⁸³ et Edgar Morin en 1993 *Terre-Patrie*⁸⁴.

80. Patrick Salmon, *Idem*, p. 88.

81. Félix Guattari, *Les Trois écologies*, Paris, Galilée, 1989.

82. Michel Serres, *Le Contrat naturel*, Paris, Bourin, 1990.

83. André Gorz, *Capitalisme, socialisme, écologie*, Paris, Galilée, 1991.

84. Edgar Morin et Anne-Brigitte Kern, *Terre-Patrie*, Paris, Seuil, 1993.

Le Parti socialiste réagit face à cette montée en puissance en lançant en novembre 1988 *La lettre de l'urbanisme et de l'environnement*, qui sort dix numéros jusqu'en 1990. Le « Manifeste pour les élections municipales » n'accorde cependant qu'une demi page à « la protection de l'environnement et du cadre de vie », ce qui conduit les socialistes à courir après les écologistes pendant la campagne en multipliant les interventions pour le compléter⁸⁵. C'est Laurent Fabius qui, au moment des élections européennes où il conduit la liste socialiste, donne une place prépondérante à l'écologie, jusque dans son slogan : « Vers une nouvelle terre ». Dans le débat général de la Convention nationale des 22 et 23 avril, il combine critique sociale et critique écologique en déclarant que le « respect de l'homme ne se sépare évidemment pas du respect de l'environnement » et en appelant à la création d'un « ministère européen de l'Environnement »⁸⁶. Après les européennes, l'intégration

85. Guillaume Sainteny, *Idem*, p. 437.

86. Parti socialiste, *Le Poing et la rose/spécial responsables*, dossier « Elections européennes - 18 juin. Convention nationale 22-23 avril 1989 à Paris », n° 404, 29 avril 1989, p. 15.

de la dimension écologique au discours socialiste se poursuit. En 1990, un « secrétariat national chargé de l'urbanisme, de l'écologie⁸⁷ et des collectivités territoriales » est créé par le Parti socialiste, et confié à Christian Pierret, auquel sont adjoints un « délégué à l'écologie » et un « délégué à la forêt ». Le congrès de Rennes institue ensuite une « délégation nationale à l'environnement », confiée à Patrick Bloche et placée auprès du Premier secrétaire, et une Commission nationale à l'environnement. Le paradigme du développement durable est assimilé par le Parti socialiste, qui affirme dans sa nouvelle déclaration de principes adoptée à l'unanimité qu'« il lutte pour un développement économique respectant l'environnement et les équilibres naturels de la planète »⁸⁸. Il n'y a donc pas de remise en cause de la croissance économique, mais une intégration de l'enjeu environnemental au système. Dans le texte de la synthèse générale du congrès, le Parti socialiste annonce même son intention de « faire de

87. Le mot « écologie » apparaît pour la première fois dans les institutions du Parti socialiste, à la demande de Christian Perret, le nouveau secrétaire.

88. Parti socialiste, « Déclaration de principes de 1990 », consultable sur www.lours.org

l'écologie un axe central de notre réflexion et de notre action »⁸⁹. Laurent Fabius consacre un chapitre à l'« éco-développement » dans son ouvrage de novembre 1990 intitulé *C'est en allant vers la mer*⁹⁰. Ce souci écologique est bien sûr lié aux enjeux globaux, mais il avoue sans peine qu'il s'agit aussi d'une stratégie électorale. N'hésitant pas à citer Marcuse, il fait l'apologie de la réduction du temps de travail et de la fin de la centralité du travail, « afin de travailler moins pour travailler tous [...] mais surtout afin que les valeurs et les activités économiques cessent d'être les seules par rapport auxquelles tout le reste s'ordonne et prend sens ; que les activités et les valeurs culturelles, esthétiques, cognitives prennent désormais leur juste place »⁹¹. Il ne fait cependant pas le grand saut dans l'écologie radicale : « Il n'est pas question pour nous de viser la croissance zéro. Nous nous distinguons là de certains écologistes car nous savons que la croissance douce, c'est le chômage dur. Mais

89. Parti socialiste, « Texte de la synthèse générale : Rassembler à gauche », *Le Poing et la rose / spécial responsables*, n° 432, 7 avril 1990, p. 4.

90. Laurent Fabius, *C'est en allant vers la mer*, Paris, Seuil, 1990, p. 87-106.

91. *Ibid.*, p. 104-105.

cet accroissement de la production n'est pas la finalité. La finalité, c'est la personne humaine »⁹². En 1991, au congrès de l'Arche qui prend acte de l'effondrement du bloc communiste, les socialistes donnent pour la première fois une lecture globale de l'écologie en adoptant le concept de « développement durable »⁹³. Dans cette ode à la démocratie écologique contre le « tout-marché », il est question du rapport avec la nature, de protection de l'environnement, de citoyenneté et de société civile. L'environnement n'est donc plus sectorisé mais intégré à la question du développement, articulé aux sphères économique et sociale, sans toutefois remettre en cause la croissance économique.

Au gouvernement, Brice Lalonde œuvre à influencer les autres ministères. Dès la fin de l'année 1989, il organise un colloque intitulé « Écologie et pouvoir », ouvert par François Mitterrand et le commandant Cousteau, au cours

92. *Ibid.*, p. 98-99.

93. Parti socialiste, « Texte définitif du projet : Un nouvel horizon pour la France et le socialisme », *Le Poing et la rose*, n° 135, janvier 1992, p. 67.

duquel il invite chaque ministre à faire le bilan de son action en faveur de l'environnement. Il en résulte un Plan national pour l'environnement à l'impact toutefois limité. Il crée l'Institut français de l'environnement (IFEN), les labels éco-produits « NF Environnement », l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et les directions régionales de l'Environnement (DIREN), suscite la création de la société Eco-Emballages pour financer le tri et le recyclage des ordures ménagères et fait voter une loi sur l'eau. Brice Lalonde sert aussi l'Élysée en fondant en 1990 un nouveau parti, Génération écologie, un « missile anti-Verts »⁹⁴, assemblage hétéroclite regroupant aussi bien Jean-Louis Borloo que Noël Mamère et Harlem Désir. L'objectif est de diviser les voix écologistes. Pari réussi puisque Génération écologie recueille 7,2 % des suffrages aux élections régionales de 1992 quand les Verts en obtiennent 6,8 %. Mais Brice Lalonde ne représente pas la France au sommet de Rio et est remplacé dans le gouvernement de Pierre Bérégovoy par Ségolène Royal,

94. Erwann Lecœur, *Des écologistes en politique*, Paris, Lignes de Repères, 2011, p. 58.

passée neuvième dans l'ordre gouvernemental et surtout première socialiste à prendre en charge l'Environnement. Elle mène à leur terme les derniers projets engagés (notamment une loi sur les déchets, sur le bruit et sur les carrières). Les socialistes tentent donc de s'imposer à Rio, notamment Pierre Mauroy, Michel Rocard et Christian Pierret qui y multiplient les propositions. Sans succès.

Le Parti socialiste, après avoir relégué l'écologie pendant le premier septennat, a donc entamé sa mutation à l'aide du concept de développement durable qui permet de concilier la protection de l'environnement et la croissance économique.

L'ÉCOLOGIE PASSE À GAUCHE

La sous-traitance de l'écologie

En 1993, une nouvelle cohabitation balaye la gauche. L'Entente écologiste, née de l'alliance entre les Verts et Génération écologie, récolte 8 % des suffrages exprimés et n'obtient aucun élu. Les « Verts au pluriel », le courant de Dominique Voynet, après avoir imposé leur ligne d'une alliance à gauche à l'Assemblée générale de Lille en novembre 1993, prennent en 1994 la direction des Verts, rajeunis et gauchisés notamment après les échecs de Pierre Juquin à fédérer Rouges et Verts. Antoine Waechter finit par quitter le parti pour fonder en septembre le Mouvement écologiste indépendant (MEI). Mais le mal est fait, « les affrontements des leaders desservent l'image de l'écologie politique »⁹⁵ et marginalisent les Verts. Les élections européennes de 1994 sont une catastrophe : 2,95 % des voix pour les Verts et pas un seul élu, tandis que Génération écologie en

95. Patrick Salmon, *Idem*, p. 106.

obtient 2,1 %. Dominique Voynet, rattachée de l'extrême gauche et candidate à l'élection présidentielle de 1995, n'obtient que 3,35 % des voix ; c'est Jacques Chirac qui l'emporte. Les Verts ne sont pas en position de force lorsqu'ils commencent à négocier à l'automne 1996 avec le Parti socialiste en vue des élections législatives de 1998. Dans l'urgence des élections anticipées de 1997, après la dissolution de l'Assemblée nationale par Jacques Chirac, l'accord est précipité : les Verts obtiennent 29 circonscriptions, dont peu de circonscriptions gagnables, et quelques avancées programmatiques. Aux élections, l'écologie obtient 6,4 % des voix, les Verts environ 5 %, scores toujours faibles comparé aux envolées de la période Waechter. Sept députés Verts entrent cependant dans l'hémicycle grâce à l'accord avec le Parti socialiste. Le nombre étant insuffisant pour constituer un groupe, ils se rapprochent du Mouvement républicain et citoyen (MRP) de Jean-Pierre Chevènement pour créer le groupe « Radical, citoyen, vert » (RCV).

Au Parti socialiste, malgré les déboires des Verts, le souci écologique ne s'efface pas cette fois mais s'il demeure, c'est

sans innovation. En 1994, au congrès de Liévin, le développement durable est entériné. Le Parti socialiste prône « une stratégie de développement durable qui, loin de reiner la croissance, sache l'entretenir en développant de nouveaux emplois, de nouveaux concepts de consommation, bâtis sur des besoins différents qui mettent au premier plan la défense des valeurs environnementales communes à la planète »⁹⁶. Le renversement de perspective est donc complet : non seulement la croissance n'est plus opposée à l'environnement, mais en plus elle est justifiée par celui-ci. Cette orientation se retrouve dans le programme de Lionel Jospin, candidat à l'élection présidentielle, qui souhaite « mettre en place un plan de reconquête écologique »⁹⁷. Ses propositions environnementales s'articulent surtout autour du transport (un plan de développement des transports collectifs, un rééquilibrage entre le ferroviaire et le routier, une écotaxe européenne) et de l'énergie (aucune orientation n'est donnée mais un débat est promis).

96. Parti socialiste, « Être socialiste », *Vendredi l'hebdomadaire des socialistes*, supplément au n° 238, 7 octobre 1994, p. 13.

97. Lionel Jospin, 1995-2000. *Propositions pour la France*, Paris, Stock, 1995, p. 66-72.

Bien que le secrétariat national, renouvelé en 1995, ne comprenne plus jusqu'en 1997 de responsable de l'environnement, un an plus tard, en 1996, aux journées d'été des Verts, Lionel Jospin intervient pour livrer une pensée écologique globale autour de la notion de développement durable : l'égalité, l'environnement et la démocratie en sont les trois piliers. Mais il fonde tous ses espoirs sur la croissance économique, censée même financer les politiques d'environnement (gestion économe des ressources, recyclage, protection de l'environnement et de la santé). En janvier 1997, le Parti socialiste et les Verts signent un « texte politique commun » dans lequel ils mettent en cause le libéralisme économique et s'accordent sur le développement durable. Parmi les mesures retenues, il faut noter le développement du « tiers-secteur », la poursuite de la volonté politique sur les transports et un important pas en avant concernant le programme nucléaire : « Réorienter la politique énergétique en instaurant un moratoire sur la construction des réacteurs nucléaires et sur la fabrication du MOX⁹⁸

98. Combustible nucléaire dont la radiotoxicité est particulièrement forte.

jusqu'en 2010, tout en augmentant fortement les crédits pour les économies d'énergie et les énergies renouvelables »⁹⁹. Cette ligne est confirmée quelques mois plus tard dans le programme du Parti socialiste pour les élections législatives. La gauche l'emporte, Lionel Jospin arrive à Matignon pour une nouvelle cohabitation, au profit de la gauche cette fois. Au congrès de Brest, la motion finale va encore plus loin dans le sens de l'écologie politique mais reste ferme sur l'impératif de croissance : « L'environnement devient un enjeu essentiel pour l'avenir. Le respect d'un certain nombre de principes doit maintenant s'imposer. Principe de précaution tout d'abord pour éviter de nouveaux drames en matière de santé publique, principe de transparence et de démocratie ensuite car la réussite de cette politique dépend de l'information et de la volonté des citoyens, principe de solidarité enfin envers les générations futures et les pays en voie de développement. Nous réaffirmons ainsi notre attachement à l'objectif de développement durable capable d'intégrer les valeurs de l'écologie à la

99. Parti socialiste, « Texte politique commun Verts/PS », *L'Hebdo des socialistes*, n° 7, 7 février 1997, p. 3.

croissance économique »¹⁰⁰. Le secrétariat national à l'Environnement revient jusqu'en 2005 à un proche de Laurent Fabius, Géraud Guibert.

La gauche plurielle au pouvoir voit le retour d'une écologiste au gouvernement. Dominique Voynet, contre l'avis de son parti, les Verts, devient ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement. Roger Cans signale que cette construction ministérielle marque le retour à la tradition gaullienne associant environnement et aménagement du territoire, mais y voit un lien avec la volonté de modifier la loi Pasqua de 1995¹⁰¹ sur l'aménagement du territoire. C'est chose faite avec la loi Voynet de 1999 qui y intègre les notions de développement durable et de participation citoyenne. Quelques mesures emblématiques sont prises : l'abandon du canal Rhin-Rhône et du surgénérateur Superphénix. Dominique Voynet obtient par ailleurs la relance du programme Natura 2000, la pastille verte et

100. Parti socialiste, « Motion finale Réussir ensemble », *L'Hebdo des socialistes*, 28 novembre 1997, p. 39.

101. Roger Cans, *Idem*, p. 272.

l'abandon de l'autoroute A51 entre Gap et Sisteron. Elle participe à la conférence de Kyoto de décembre 1997 pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Pourtant, « présentée comme une battante, Dominique Voynet va en fait passer son temps à avaler des couleuvres »¹⁰², comme lors de l'arbitrage en défaveur de la taxation du diesel, de la construction de la troisième piste à l'aéroport de Roissy, de l'enfouissement des déchets nucléaires ou encore des expérimentations d'OGM (le maïs Novartis). Elle a aussi affaire à un mouvement des chasseurs pugnace, qui va jusqu'à saccager son bureau. Pour Yves Frémion, Dominique Voynet est une « Verte égarée dans un gouvernement qui n'avait guère envie de la laisser faire »¹⁰³. Mais il note que, plutôt que d'aller à la rupture, « la stratégie des amis de la ministre, les OuVerts, va être dès lors, sans que cela ne soit jamais dit, d'infléchir le programme et les actions des Verts afin que leur compatibilité avec le PS soit la plus forte »¹⁰⁴. C'est qu'en effet le gouvernement Jospin

102. *Ibid.*, p. 273.

103. Yves Frémion, *Histoire de la révolution écologiste*, Paris, Hoëbeke, 2007, p. 255.

104. *Ibid.*

ne respecte pas tous ses engagements de campagne, notamment le moratoire sur les autoroutes ou l'arrêt de production du MOX.

Aux élections cantonales et régionales de 1998, la stratégie subordonnant les Verts au Parti socialiste s'avère néfaste pour eux : ils n'obtiennent respectivement que 3,36 % et 2,90 % des suffrages. La même année, aux élections sénatoriales, les socialistes refusent l'entrée des Verts au Sénat. Le renouveau des écologistes n'intervient qu'aux élections européennes de 1999. Daniel Cohn-Bendit revient, soutenu par Noël Mamère qui vient d'entrer chez les Verts et est favorable à une ligne plus autonome. L'ancien leader de Mai 68 apporte son aura médiatique et axe sa campagne sur les thèmes culturels : il obtient 9,72 % des voix. C'est alors qu'un autre agitateur surgit dans les médias : José Bové. Après avoir détruit près de 3000 plants de maïs transgénique au CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) de Montpellier, il procède au « démontage » du McDonald's de Millau avec trois cents éleveurs de la Confédération

paysanne pour protester contre la « malbouffe ». Les altermondialistes d'ATTAC, association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne fondée en 1998 à partir d'un appel du *Monde diplomatique*, soutiennent ces actions, participant de la structuration d'une gauche alternative à la social-démocratie. A la fin de l'année, les émeutes de Seattle confirment l'amplification planétaire de ce mouvement. Les écologistes n'hésitent d'ailleurs pas, au grand dam de Lionel Jospin, à aller sur le terrain de la critique sociale, s'affichant aux côtés des sans-papiers ou manifestant pour l'augmentation des minima sociaux refusée par le gouvernement. A la veille des Etats généraux de l'écologie politique (EGEP), en février 2000, Daniel Cohn-Bendit lance l'idée d'une « troisième gauche verte » (TGV) qui n'aboutit pas.

Hormis la création du secrétariat d'Etat à l'Economie solidaire confié au Vert Guy Hascoët en mars 2000 et l'augmentation de 7,2 % de la dotation du ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, Lionel Jospin ne prend pas en compte la nouvelle donne qui

commence à émerger. Dans *Le Socialisme moderne*, essai dans lequel il théorise l'action gouvernementale et le nouveau réformisme socialiste, il n'accorde qu'un paragraphe à l'écologie pour simplement affirmer qu'« il n'y a de vrai développement que durable » et faire de la loi agricole un modèle « qui concilie capacités productives, développement rural et préservation de l'environnement »¹⁰⁵. Le congrès de Grenoble de 2000 entérine ce recul. La motion finale donne une définition minimale du développement durable : « Notre objectif est de concilier le développement économique, la cohésion sociale et la lutte contre les pollutions, les nuisances, la dégradation des ressources naturelles »¹⁰⁶. Le Parti socialiste défend donc une écologie réparatrice qui ne s'attaque pas au système mais cherche au contraire à le pérenniser. Ce coup d'arrêt sur la question écologique s'explique par le dispositif gouvernemental de sous-traitance¹⁰⁷ critiqué par Géraud Guibert : « Si la sous-

105. Lionel Jospin, *Le Socialisme moderne*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2000, p. 104.

106. Parti socialiste, « Motion finale : Ensemble, réussir aujourd'hui pour convaincre demain », 2000.

107. Il s'agit de déléguer aux partis partenaires les missions qui correspondent à leur colonne vertébrale idéologique : l'environnement aux Verts, l'intérieur au MRC et quelques questions sociales au PCF.

traitance est aussi systématique, c'est qu'elle est bien pratique. Elle permet de ne pas avoir à s'interroger sur les contradictions que fait émerger la problématique écologique par rapport à la logique du "toujours-plus" »¹⁰⁸. Pour l'écologie, ce n'est pas nouveau, Ségolène Royal reste la seule socialiste à avoir été ministre de l'Environnement entre 1992 et 1993. Mais désormais c'est un mode de gouvernement systématisé, qui vaut aussi bien pour les Verts, que pour le MRC ou le Parti communiste : « La force dominante, les socialistes, respecte le pré carré de chacun de ses partenaires, mais aussi l'encadre dans des limites précises »¹⁰⁹. La « culture globale » présente dans le discours du développement durable est en fait sectorisée dans la pratique.

La remontée du vote vert se poursuit aux élections municipales de 2001 avec 11,80 % en moyenne et une quarantaine de maires élus. Les Verts en profitent pour exiger du Parti socialiste qu'il tienne les « promesses oubliées

108. Géraud Guibert, *Tous écologes... et alors. Les enjeux de la nouvelle scène écologiste*, Paris, Lignes de repères, 2010, p. 65.

109. *Ibid.*, p. 63.

de l'accord Verts-PS de 1997, en matière sociale et environnementale. Sans oublier la proportionnelle »¹¹⁰ qui leur donnerait leur indépendance électorale. Mais rien de tel n'arrive. En août 2001, Dominique Voynet finit par démissionner sans éclat du ministère, où elle est remplacée par Yves Cochet.

En 2002, peu avant le premier tour des élections présidentielles, Lionel Jospin rejette la sortie du nucléaire. Aucun des dix engagements de son projet ne concerne l'écologie. Le développement durable ne relève que d'une sous-catégorie qui ne fait aucune proposition innovante, sauf la reconfiguration du ministère de l'Environnement qui perdrait l'aménagement du territoire au profit des ressources naturelles. La pression écologiste, d'abord faible compte tenu de la campagne difficile d'Alain Lipietz, ne devient pas plus forte lorsque Noël Mamère le remplace puisque celui-ci s'empresse d'annoncer son soutien au second tour à Lionel Jospin. Noël Mamère atteint cependant le plus gros score jamais réalisé par les Verts à l'élection

110. Dominique Voynet et Alain Lipietz, « Que faire de la vague écologiste ? », *Libération*, 20 mars 2001.

présidentielle (5,25 %), passé inaperçu à cause du choc du 21 avril. Le score des Verts aux élections législatives est en recul, avec 4,46 % des voix en moyenne. Le raz-de-marée de la droite leur fait perdre quatre de leurs sept élus à l'Assemblée nationale. En décembre, au congrès de Nantes, la direction est renversée et Gilles Lemaire devient secrétaire national des Verts.

Tous écolos...

La défaite de Lionel Jospin et son retrait de la politique plongent le Parti socialiste dans le désarroi. Émerge alors un courant d'idées qui souhaite profiter de la reconstruction pour formuler une alternative au système dominant. C'est Utopia qui, créé en 1996 sur l'inspiration des travaux de la sociologue Dominique Méda¹¹¹, présente une motion d'écologie politique en 2003 au congrès de Dijon. L'homme et la société y sont considérés dans toutes leurs dimensions, la centralité de la valeur travail est remise en

111. Dominique Méda, *Le Travail. Une valeur en voie de disparition*, Paris, Aubier, 1995.

question au profit du temps personnel et politique. Utopia propose de substituer à « l'objectif de croissance celui de "développement" »¹¹², c'est-à-dire de remplacer le quantitatif par le qualitatif, notamment par l'accès aux droits fondamentaux (droit du travail, santé, éducation) et le développement de l'économie solidaire. Utopia n'obtient que 1,05 % des voix, mais le porteur de la motion, Frank Pupunat, rejoint le Conseil national sur le quota de la majorité. La motion finale du Parti socialiste, qui, en l'absence de synthèse, reprend la motion majoritaire (celle de François Hollande), confirme cet élan écologique. Les valeurs post-matérielles n'en sont pas absentes, l'apologie du temps libéré s'exprime à travers la notion de « société du bien-vivre ». Une autre notion défatalise le progrès : la démocratie technique, qui affirme que « les grands projets d'aménagement, les choix énergétiques, les OGM ou le clonage ne sont pas des sujets réservés aux spécialistes mais des questions politiques et citoyennes à part entière »¹¹³. Et

112. Utopia, « Motion B : Utopia », Congrès de Dijon, 2003.

113. Parti socialiste, « Pour un grand Parti socialiste : clarifier, renouveler, rassembler », Congrès de Dijon, 2003.

surtout, dans la partie consacrée à la « société du développement durable »¹¹⁴, le Parti socialiste amorce une critique de la croissance économique par les défauts de comptabilité de son indicateur, le PIB. La brèche ouverte, il s'infiltrer et ajoute que « d'autres indicateurs de bien-être, de qualité de l'environnement, doivent être pris en compte pour mesurer le niveau de développement. Ce qui fait le cœur de la vie sociale, les solidarités, la créativité humaine, le dévouement social doivent être revalorisés et placés en dehors de l'économie marchande »¹¹⁵. Il donne ainsi raison au rapport de Patrick Viveret, commandé en 2000 par le secrétariat d'Etat à l'Economie solidaire et publié en 2003 sous le titre *Reconsidérer la richesse*¹¹⁶.

A peine quelques semaines après le congrès, Laurent Fabius, qui se prépare pour l'élection présidentielle de 2007, poursuit l'offensive en lançant un appel intitulé « Pour la social-écologie »¹¹⁷, dans la continuité de ce qu'il

114. *Ibid.*

115. *Ibid.*

116. Patrick Viveret, *Reconsidérer la richesse*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2003.

117. Laurent Fabius, « Pour une social-écologie », *Libération*, 17 juin 2003.

a écrit treize ans plus tôt sur l'écodéveloppement. Il estime que « le PS devra construire et proposer de nouveaux compromis : entre la croissance et l'environnement, entre le souci à court terme des salariés et celui des générations à venir, entre l'attachement au progrès scientifique et la nécessité d'en maîtriser les effets ». Pour lui, pas de doute, « une démarche authentiquement écologique doit devenir centrale dans la définition de nos politiques. La gauche doit relever le défi. Nous pouvons compter pour nous y aider sur les Verts, avec lesquels nous devons passer notamment un contrat global ». Il assimile ainsi pleinement la critique de l'écologie politique, reprend sa « culture globale », dont Géraud Guibert accuse le Parti socialiste de s'être départi avec le système de sous-traitance, et interroge la croissance. Laurent Fabius propose une approche en cinq axes : la création d'une Organisation mondiale de l'environnement (OME), la diversification énergétique, la qualité de vie urbaine, la création d'un service de protection de l'environnement et la démocratie technique.

L'année suivante, les élections régionales et cantonales de mars sont l'occasion pour les Verts de mieux asseoir leur implantation locale. Malgré la décision de suivre une ligne autonome, nombre d'accords sont passés au cas par cas avec le Parti socialiste, comme en Ile-de-France où Jean-Paul Huchon, président socialiste sortant, négocie une alliance dès le premier tour en échange de la promesse de faire de la Région la « première éco-région d'Europe » et d'un nombre important de places éligibles (29 Verts sont finalement élus, contre 14 en 1998). Avec près de 100 élus régionaux et une dizaine de conseillers généraux supplémentaires, c'est une réussite. Aux élections européennes qui suivent, la dynamique ne s'essouffle pas, les Verts obtiennent 7,41 % des voix, soit six élus, ce qui, si on y ajoute les voix du MEI (2,76 %) et de Cap 21 (3,61 %), porte le total des voix écologistes à près de 12,5 %. A la fin de l'année, trois nouveaux élus Verts viennent rejoindre Marie-Christine Blandin¹¹⁸ au Sénat. La concurrence conduit le Parti socialiste à renforcer son engagement. La

118. Marie-Christine Blandin est sénatrice du Nord depuis 2001.

Convention nationale « Europe » du 9 mai 2004 fait de l'écologie l'une de ses priorités en vue des élections européennes de juin. François Hollande déclare ainsi l'intention des socialistes de « faire de l'Europe un "Eco continent" »¹¹⁹, même si la croissance économique demeure le premier objectif.

Dans une atmosphère de tensions après les divisions autour du référendum sur la Constitution européenne et l'éviction des proches de Laurent Fabius du secrétariat national (dont Gérard Guibert, remplacé par Béatrice Marre), le congrès du Mans, en 2005, affine la conception du développement durable du Parti socialiste, notamment du point de vue de la gouvernance. Bien qu'Utopia, qui présente à nouveau une motion, n'obtienne que 1,02 % des voix, la motion finale affirme que « le monde a deux priorités : le réchauffement climatique et la sauvegarde des ressources naturelles »¹²⁰. Le Parti socialiste propose

119. François Hollande, « Discours à la Convention nationale Europe du 9 mai 2004 », consultable sur www.parti-socialiste.fr

120. Parti socialiste, « Motion finale : Socialistes pour réussir à gauche : Volonté - Vérité - Unité », Congrès du Mans, 2005.

d'orienter la production vers des biens socialement utiles, de privilégier une temporalité longue et donc l'intervention de la puissance publique. Le « contrat écologique » qui suit fixe quatre objectifs : la recherche énergétique, le recyclage, le principe de précaution et la lutte contre les pollutions.

En 2006, trois événements propulsent le réchauffement climatique sur le devant de la scène médiatique et politique. Le premier est le documentaire au succès mondial d'Al Gore, *Une vérité qui dérange*, le second le rapport Stern commandé par le gouvernement du Royaume-Uni, qui aborde le changement climatique sous l'angle de l'économie, et le troisième le Pacte écologique élaboré par la Fondation Nicolas-Hulot pour la nature et l'homme. Laurent Fabius, en pleine campagne pour l'investiture socialiste à l'élection présidentielle de 2007, est le premier à réagir au pacte proposé par Nicolas Hulot, avant même sa publication, en indiquant sur France 2 que Nicolas Hulot « ferait un excellent numéro deux du gouvernement [...] responsable de l'écologie et de

l'environnement »¹²¹. Ségolène Royal est finalement désignée candidate socialiste à l'élection présidentielle. En 1993, comme ministre de l'Environnement, elle a publié un livre dans lequel elle fait dix propositions en faveur de la revitalisation des campagnes. Pour elle, la nature et l'homme sont indissolublement liés car « chaque fois que la nature est souillée, c'est l'homme qui est méprisé »¹²². Elle signe en janvier 2007 le Pacte écologique. Conseillée par l'ancien directeur exécutif de Greenpeace France Bruno Rebelle, huit des cent propositions de son *Pacte présidentiel* concernent « l'excellence environnementale »¹²³. Elles portent sur l'énergie, le réchauffement climatique, la valeur ajoutée environnementale, les institutions, l'agriculture et les pollutions. Mais, bien qu'elle admette que les débats organisés par son association Désirs d'avenir ont soulevé le problème des limites de la croissance économique, elle écrit que « la sauvegarde de notre planète est aussi une chance pour la croissance

121. Reuters, « Fabius verrait bien Hulot dans son gouvernement », 6 novembre 2006.

122. Ségolène Royal, *Pays, paysages, paysages. La réconciliation est-elle possible ?*, Paris, Robert Laffont, 1993, p. 195.

123. Ségolène Royal, *Pacte présidentiel*, 2007.

économique et l'emploi »¹²⁴. L'Alliance pour la planète¹²⁵ lui accorde toutefois la note de 16/20 là où elle ne donne que 8/20 à son adversaire Nicolas Sarkozy.

L'écologie, après la période Jospin, revient donc en force au sein du Parti socialiste, portée par une motion minoritaire, Utopia, productrice d'un important travail théorique, et par Laurent Fabius qui en perçoit les enjeux, tant sociétaux qu'électoraux. Ségolène Royal en fait en 2007 l'un des axes structurants de sa campagne, mais la croissance économique demeure l'objectif premier.

Vers un nouveau modèle de développement ?

Siphonnée par le « vote utile » et le Pacte écologique de Nicolas Hulot signé par la plupart des candidats, Dominique Voynet n'obtient au premier tour que 1,57 % des voix. La candidature alternative de José Bové atteint un

124. *Ibid.*

125. L'Alliance pour la planète est un regroupement français d'ONG, associations, syndicats et experts pour construire des scénarios d'avenir.

score encore moins élevé, avec 1,31 %. Les élections législatives consacrent l'effondrement des écologistes qui n'obtiennent que 3,25 % des voix, même s'ils augmentent leur nombre d'élus en passant de trois à cinq.

En 2008, le capitalisme entre dans une crise systémique à l'origine de laquelle se trouve une innovation financière : les *subprimes*, des prêts immobiliers à risque qui surendettent les ménages américains les plus pauvres tout en contaminant les marchés boursiers avec des « titres pourris » à partir de la titrisation desdits prêts. Daniel Cohen insiste sur la notion de *greed* comme moteur de l'action¹²⁶. La croissance étant fondée non plus sur le revenu mais sur le crédit, « la crise des *subprimes* est ainsi l'expression du comportement pathologique d'une société qui a globalement décidé d'oublier le principe de réalité, vivant dans le monde virtuel des plus-values »¹²⁷. Le renversement du *trend* des prix immobiliers conduit dès lors à l'effondrement.

126. Daniel Cohen, *La Prospérité du vice. Une introduction (inquiète) à l'économie*, Paris, Albin Michel, 2009, p. 253.

127. *Ibid.*, p. 255.

La faillite de la banque Lehman Brothers marque le coup d'envoi de la crise, un effet domino fait chuter toute la finance de marché, tandis que les entreprises de biens durables (automobile, immobilier, etc.) sont en première ligne de la chute des dépenses des ménages. Pour Daniel Cohen, c'est la mondialisation qui rend la crise globale : « L'interconnexion économique et culturelle est devenue la règle, et soumet chacun au risque d'un dysfonctionnement global »¹²⁸.

Or depuis le colloque de 2002 sur l'après-développement organisé au Palais de l'UNESCO de Paris¹²⁹, un mouvement antimondialiste d'écologie radicale qui interroge la notion de progrès se constitue, notamment à Lyon autour du journal du même nom¹³⁰ : la décroissance¹³¹. Mouvement protéiforme, la « décroissance soutenable »¹³² se définit d'abord par une double opposition : à la croissance

128. *Ibid.*, p. 260.

129. La ligne d'horizon-Les amis de François Partant, *Défaire le développement, refaire le monde*, Lyon, Parangon, 2002.

130. *La Décroissance. Le journal de la joie de vivre*, créé en 2004 par l'association Casseurs de pub.

131. Timothée Duverger, *La décroissance, une idée pour demain*, Paris, Sang de la Terre, 2011.

132. Vincent Cheynet et Bruno Clémentin, « La décroissance soutenable », *Silence*, n° 280, février 2002.

d'une part, au développement durable d'autre part. *L'hybris* est la cible. C'est le fondement de la modernité, elle imprègne les consciences de la transgression des limites : accumulation sans frein de richesses, volonté de puissance sur la nature, le tout paré de l'idéologie du progrès. La décroissance objecte donc la mesure, l'autolimitation, l'autonomie¹³³. La décroissance, à la fois « mot-obus »¹³⁴ et « mot-chantier »¹³⁵, se structure autour de slogans simples (« penser global, agir local », « moins de biens, plus de liens », etc.) et se décline en trois niveaux d'action : la simplicité volontaire, les initiatives collectives (économie solidaire, villes lentes, agroécologie, etc.) et la politique (création du Parti pour la décroissance, etc.). Ce mouvement influe sur les partis politiques. Les Verts d'abord adoptent en 2004 le principe d'« une décroissance sélective et équitable » dans une motion ponctuelle de l'Assemblée fédérale de Reims¹³⁶, mais c'est Dominique

133. Paul Ariès, « Renouer avec le sens des limites », *Mouvements*, 22 octobre 2007.

134. Paul Ariès, « La décroissance : un mot obus », *La Décroissance*, n° 26, avril 2005.

135. Paul Ariès, *La Décroissance. Un nouveau projet politique*, Lyon, Golias, 2009, p. 183.

136. Verts, « Motion ponctuelle 17 : Pour une décroissance sélective et équitable : concept à apprivoiser (d'urgence), non à écarter ! », consultable sur www.lesverts.fr

Voynet, zélatrice du développement durable, qui finit par remporter l'investiture à l'élection présidentielle face à Yves Cochet, tenant de la décroissance. Après son faible résultat, les Verts amorcent dès l'automne un nouveau cycle à travers le rassemblement des écologistes dans Europe Ecologie. En août 2008 paraît dans *Les Echos* une tribune cosignée par Yves Cochet, Noël Mamère et Denis Baupin, intitulée « Pour une décroissance solidaire »¹³⁷. L'autre gauche est aussi perméable à l'idée de décroissance, à l'instar du Parti de Gauche qui, dès son congrès fondateur du 1^{er} février 2009, confie le « secrétariat national au combat écologique » à une représentante du courant Utopia, Corinne Morel Darleux. Le Parti de Gauche se positionne même contre le nucléaire. A la suite de l'appel de Paul Ariès et Martine Billard – « Pour un parti de gauche écologiste »¹³⁸ –, le Parti de gauche décide lors de sa Convention nationale du 6 décembre 2009 d'introduire sur le logo un liseré vert et le sous-titre « Ecologie-Socialisme-

137. Yves Cochet, Noël Mamère et Denis Baupin, « Pour une décroissance solidaire », *Les Echos*, 20 août 2008.

138. Paul Ariès et Martine Billard, « Pour un parti de gauche écologiste », *Politix*, 9 juillet 2009.

République ». La « motion d'orientation générale » adoptée au congrès du Mans le 21 novembre 2010 entérine la volonté de « tirer du meilleur des anciennes traditions de la gauche et de la plus récente, l'écologie politique, le levain d'un projet nouveau »¹³⁹. Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) déclare quant à lui dans ses principes fondateurs que « le socialisme que nous voulons ne propose nullement un développement illimité de la production, mais se fonde au contraire sur la satisfaction écologique des besoins sociaux : c'est un écosocialisme »¹⁴⁰. En janvier 2010, le NPA publie avec le Mouvement des objecteurs de croissance (MOC) un communiqué commun en prévision des élections régionales « pour une convergence de la gauche anticapitaliste et antiproductiviste et de l'écologie radicale »¹⁴¹.

139. Parti de Gauche, « Motion d'orientation générale adoptée lors du Congrès du Mans en 2010 », consultable sur www.lepartidegauche.fr

140. NPA, « Principes fondateurs du Nouveau parti anticapitaliste adoptés par le Congrès », 13 février 2009, consultable sur www.les-oc.info

141. NPA et MOC, « Communiqué du NPA et du MOC à propos des élections régionales », 8 janvier 2010, consultable sur www.les-oc.info

Le 29 mai 2008, la nouvelle déclaration de principes adoptée par le Parti socialiste inscrit « la prise en compte de la planète au même rang [...] que la promotion du progrès et la satisfaction équitable des besoins »¹⁴². L'objectif d'un développement durable est présent dès l'article 3, le principe de précaution dans l'article suivant, malgré la réaffirmation de la foi dans le progrès. Et une ébauche de critique de la croissance comme pensée unique est tracée : « Le progrès économique et social ne peut plus être apprécié à l'aune de la seule croissance de la production marchande, mais doit l'être à l'aide d'indicateurs reflétant la qualité effective des conditions d'existence et de travail des individus »¹⁴³. Laurent Fabius réussit à imposer sa formule d'« économie sociale et écologique de marché », qui confirme l'articulation sur un pied d'égalité de la critique sociale à la critique écologique. Lors du congrès de Reims de novembre, le secrétariat national à l'environnement est confié à l'une de ses proches, Laurence Rossignol.

142. Parti socialiste, « Déclaration de principes de 2008 », consultable sur www.parti-socialiste.fr

143. *Ibid.*

Au congrès de Reims toujours, deux motions sur six font de l'écologie leur cheval de bataille. Utopia en soumet une au vote pour le troisième congrès consécutif. Son manifeste publié la même année est préfacé par André Gorz qui y affirme : « la décroissance est donc un impératif de survie. Mais elle suppose une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux »¹⁴⁴. Le courant socialiste, altermondialiste et écologiste se prononce en faveur d'un « alterdéveloppement »¹⁴⁵ qui s'oppose aux « trois premières aliénations de nos sociétés développées [que] sont le dogme de la croissance comme solution à nos maux économiques, le dogme de la consommation comme seul critère d'épanouissement individuel, la centralité de la valeur travail comme seule organisation de la vie sociale »¹⁴⁶. Dans sa motion, Utopia se positionne dans le débat croissance / décroissance : « Nous ne proposons pas de croissance négative mais plutôt l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance, de la

144. André Gorz, Préface à Utopia, *Manifeste Utopia*, Lyon, Parangon, 2008, p. 11.

145. Utopia, *Manifeste Utopia*, Lyon, Parangon, 2008, p. 19.

146. *Ibid.*, p. 15-16.

consommation pour la consommation. La croissance, ou son image inversée, la décroissance, ne peut pas plus être un objectif en soi. Les vraies questions sont : croissance de quoi, pourquoi et pour qui ? Décroissance de quoi, pourquoi et pour qui ? En fonction de quels objectifs, au service de quel idéal de société ? Nous voulons sortir de la polémique stérile croissance / décroissance »¹⁴⁷. Moins radical, le Pôle écologique, créé en janvier 2008 et animé notamment par le député Christophe Caresche et par Géraud Guibert, insiste sur l'épuisement des ressources, générateur d'inégalités. Il propose en conséquence de « ne plus évoquer la croissance sans la relier à son contenu et à la manière de la mesurer »¹⁴⁸ et de « préférer le développement humain plutôt que la seule croissance »¹⁴⁹ car il considère que « le développement durable doit fonder l'action politique et économique »¹⁵⁰. Mais le poids politique de ces deux motions est faible : Utopia n'obtient que

147. Utopia, « Motion F : Socialistes, altermondialistes et écologistes », Congrès de Reims, 2008.

148. Pôle écologique, « Motion B : Face à l'urgence sociale et écologique. Pour un Parti Socialiste résolument écologique », Congrès de Reims, 2008.

149. *Ibid.*

150. *Ibid.*

1,25 % des voix et le Pôle écologique 1,59 %. L'influence de ces courants d'idées est marginale.

Mais, en 2009, l'écologisme bat un nouveau record. Le soir du 5 juin, lors de la Journée internationale de l'environnement, le film événement *Home* de Yann Arthus-Bertrand est diffusé gratuitement en France et vu par environ huit millions de personnes. Aux élections européennes du 7 juin, la liste Europe Ecologie portée par Daniel Cohn-Bendit, accompagné cette fois d'autres personnalités comme José Bové et Eva Joly, atteint 16,28 % et talonne le Parti socialiste (16,48 %). Ce qui permet aux écologistes d'obtenir quatorze élus, soit autant que les socialistes. L'Alliance écologiste indépendante d'Antoine Waechter obtient 3,63 % des voix. Aux élections régionales de 2010, la tendance se confirme malgré le tassement : les listes Europe Ecologie récoltent en moyenne 12,56 % des voix.

Le Parti socialiste est aiguillonné en interne comme en externe par l'écologie politique. Un groupe de travail thématique est lancé en 2009 par la Fondation Jean-Jaurès

et rend ses conclusions dans un essai, publié en 2011, coécrit par Christophe Caresche, Géraud Guibert et Diane Szyndler¹⁵¹. Pour les auteurs, « les questions soulevées par les décroissants devront être intégrées dans la définition des propositions programmatiques pour 2012 »¹⁵². Ils reprennent la critique des indicateurs de richesse et proposent de réformer la mesure du PIB et de lui adjoindre des indicateurs qualitatifs (santé, inégalités, etc.). La fin de la croissance posant la question des inégalités, ils préconisent de s'y attaquer, notamment par la création d'un revenu maximal autorisé et l'ouverture d'un débat sur le revenu universel d'existence. En outre, ils appellent à limiter drastiquement la publicité pour sortir du consumérisme au profit de la valeur d'usage et n'oublie pas d'aborder la question de la relocalisation des activités en prônant le protectionnisme écologique, les circuits courts, le « *small is beautiful* » et l'économie solidaire.

151. Christophe Caresche, Géraud Guibert et Diane Szyndler, *Le bonheur est-il dans la décroissance ?*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2011.

152. *Ibid.*, p. 53.

Les intellectuels de la décroissance sont invités à s'exprimer à Solférino. Paul Ariès est ainsi convié par Laurence Rossignol pour animer un séminaire intitulé « Écologie : les réponses de la gauche », le 25 octobre 2009, dans le cadre de l'université permanente du Parti socialiste. Il en tire un bilan positif : « Au-delà des bisbilles de vocabulaire, ce qui m'a marqué, c'est que [Laurence Rossignol] a déclaré que l'opposition usage / mésusage et l'idée d'un revenu garanti couplé à un revenu maximal lui semblaient la base de réflexion nécessaire »¹⁵³. Hervé Kempf est invité par Emmanuel Maurel, secrétaire national à l'université permanente et aux universités d'été, dans le cadre des Entretiens de Solférino, le 27 janvier 2010, pour présenter son livre *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*¹⁵⁴. Emmanuel Maurel avoue que « c'est un titre qui nous avait beaucoup interpellés à la direction nationale du parti [...] même si l'on peut avoir des points de désaccords »¹⁵⁵.

153. Propos recueillis lors d'un entretien avec Paul Ariès à Bron le 14 avril 2010.

154. Hervé Kempf, *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, Paris, Seuil, 2009.

155. Parti socialiste, « Pour sauver la planète, sortez du capitalisme : le PS invite Hervé Kempf pour parler de son livre », 27 janvier 2010, consultable sur www.parti-socialiste.fr

La Convention nationale « Pour un nouveau modèle de développement économique, social et écologique » vient clôturer cette phase de réflexion. Le texte adopté le 29 mai 2010 cite Amartya Sen¹⁵⁶ et commence par diagnostiquer une « crise de civilisation »¹⁵⁷. Il procède à une critique des indicateurs de performance, dont le PIB est l'archétype, qui sont « au mieux incomplets, au pire pervers et contre-productifs ». Le Parti socialiste condamne le modèle productif actuel et avance que « face à cette crise qui menace l'humanité, nos modes de production et de consommation doivent changer. Le progrès scientifique et technique ne suffira pas, seul, à faire face à ces défis ». Pas de scientisme donc chez les socialistes qui veulent un changement de modèle. Ils préconisent un « modèle de production qui réduise notre empreinte écologique en étant moins gourmand en énergie et en matières premières. Il faut accélérer le découplage entre la croissance et ses impacts environnementaux ». Cela passe par une

156. Economiste indien né en 1933, prix Nobel d'économie en 1998 notamment pour ses travaux sur la théorie du développement humain et l'économie du bien-être.

157. Parti socialiste, « Convention nationale pour un nouveau modèle de développement économique, social et écologique », 29 mai 2010, consultable sur www.parti-socialiste.fr

« éco-production » qui remette en cause la *junk-production* et soit organisée par les commandes publiques et la fiscalité. La ville est au cœur du projet de transformation par « les modes de déplacement sobres et non-polluants, l'éco-construction et les emplois localisés ». La critique sociale adossée à la critique écologique trouve un débouché dans les mesures de limitation des échanges, fiscales et de services publics. Au total, la position sur la croissance économique est plus complexe, elle s'aligne sur celle des Verts : « Nous souhaitons aller vers une société du bien-être, vers une société de croissance saine, sélective et durable qui permette à la fois de sortir du cercle vicieux de la mal-croissance et de garantir une vie meilleure, pour chacun ».

L'accident nucléaire de Fukushima, le 11 mars 2011, joue en faveur des écologistes. Le premier tour des élections cantonales, neuf jours plus tard, voit les Verts obtenir 8,3 % des voix en moyenne dans une élection qui n'est pas connue pour leur réussir. Ils confirment ainsi leur implantation sur tout le territoire et doublent leur nombre de

conseillers généraux en passant de 24 à 49 élus. En position de force, la secrétaire nationale des Verts, Cécile Duflot, pose la sortie du nucléaire comme condition à tout accord électoral avec le Parti socialiste en vue de l'élection présidentielle de 2012. Le projet du Parti socialiste, « Le changement »¹⁵⁸, adopté le 28 mai, propose, en plus du développement des énergies renouvelables, d'organiser un débat national sur la transition énergétique dès 2012 et, en attendant ses conclusions, « un moratoire sur l'accroissement des capacités nucléaires » et l'interdiction des « exportations de technologies nucléaires [...] sur les pays ou zones à risque ».

Le 21 mars 2011, Martine Aubry, première secrétaire du Parti socialiste, déclare, à titre personnel, sur le plateau du Grand Journal de Canal + : « Je crois qu'il faut sortir du nucléaire »¹⁵⁹, tandis que trois députés socialistes (Aurélien Filippetti, Christophe Caresche et Jean-Paul Chanteguet)

158. Parti socialiste, « Projet socialiste 2012 : le changement », 28 mai 2011, consultable sur www.parti-socialiste.fr

159. Martine Aubry, Le Grand Journal, Canal +, 21 mars 2011, vidéo consultable sur www.dailymotion.com

et Gérard Guibert publie le 8 avril suivant dans *Le Monde* une tribune en faveur de la sortie du nucléaire¹⁶⁰.

Deux courants critiques vis-à-vis de la croissance économique ont ainsi conduit le Parti socialiste à approfondir sa transformation écologique. Avec sa convention « Pour un nouveau modèle de développement », il a franchi un cap en adoptant la notion de « croissance sélective ». Certes il reste croissantiste et mise sur une stratégie de découplage, mais il intègre la notion de limites environnementales et propose un développement qui repose sur des valeurs post-matérielles.

Un rapport, réalisé pour le compte de la *Sustainable Development Commission*¹⁶¹ par Tim Jackson en 2009, donne des pistes pour progresser sur la nouvelle voie qui se dessine¹⁶². Du constat des limites naturelles – rareté des

160. Aurélie Filippetti, Christophe Caresche, Jean-Paul Chanteguet, Gérard Guibert, « Sortons du nucléaire », *Le Monde*, 8 avril 2011.

161. Une instance consultative du gouvernement britannique.

162. Tim Jackson, *Prosperité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Bruxelles, De Boeck, 2010.

ressources et incapacité de la planète à supporter l'impact environnemental du développement économique – est déduit que le principe organisateur du monde doit passer de la recherche de la croissance à la prospérité, définie comme « notre capacité à nous épanouir en tant qu'êtres humains – à l'intérieur des limites écologiques d'une planète finie »¹⁶³. Faisant la part belle aux valeurs postmatérielles, il signale que le découplage (objectif du Parti socialiste), c'est-à-dire la recherche d'efficacité, est un « mythe »¹⁶⁴ car il fait l'impasse sur l'effet rebond : « en dépit de la baisse des intensités énergétiques et en carbone, les émissions de dioxyde de carbone provenant des combustibles fossiles ont augmenté de 80 % depuis 1970 »¹⁶⁵. Il propose donc des « changements concernant les valeurs, les modes de vie et la structure sociale – qui nous libéreront de la logique sociale nuisible du consumérisme »¹⁶⁶ fondée sur la nouveauté permanente. Et il retient plusieurs solutions¹⁶⁷ :

163. *Ibid.*, p. 32.

164. *Ibid.*, p. 77.

165. *Ibid.*, p. 81.

166. *Ibid.*, p. 109.

167. *Ibid.*, p. 171-183.

évaluer les plafonds relatifs aux ressources et aux émissions, faire une réforme fiscale écologique, soutenir la transition écologique des pays en développement, développer une théorie macroéconomique écologique, investir dans l'emploi, les actifs et les infrastructures, accroître la prudence financière et fiscale, changer d'indicateurs, réduire le temps de travail, lutter contre les inégalités systémiques, mesurer les capacités et l'épanouissement, renforcer le capital social et les communautés, démanteler la culture du consumérisme.

Une réforme pourrait être l'emblème de la nouvelle société dont le vieux monde tarde à accoucher. Aujourd'hui, les deux courants écologiques du Parti socialiste, Utopia et le Pôle écologique, demandent l'ouverture d'un débat sur le revenu d'existence. Succédant au capitalisme industriel, forgé dans la Silicon Valley des années 1970 à la pointe de la révolution des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), le capitalisme cognitif, qui repose « sur l'accumulation du capital immatériel, la diffusion du savoir et le rôle moteur de l'économie de la

connaissance »¹⁶⁸, impose de reformuler le contrat social. Les transformations de la valeur (les externalités positives sont captées en vue d'un profit privé) qu'il induit justifient la création d'un revenu d'existence, seul à même de rétribuer le bien commun que constitue la créativité nichée dans tous les recoins de la société. L'article 25 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme proclame que « toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ». Le revenu d'existence a l'avantage d'assimiler en les articulant les trois critiques sociale, écologique et artiste du capitalisme. Universel, inconditionnel et suffisant, il refonderait le pacte républicain en rattachant les droits sociaux à la personne et non plus à l'emploi. C'en serait fini des désaffiliés du salariat, sans pour autant céder à une logique d'assistanat puisqu'il serait versé à tous en

168. Yann Moulier Boutang, *Le Capitalisme cognitif. La nouvelle grande transformation*, Paris, Amsterdam Eds, 2007, p. 85.

reconnaissance de la pluralité et la richesse des activités humaines. Surtout, en cassant la centralité de la valeur travail, il permettrait de sortir du culte de la croissance en libérant les activités porteuses de sens : économie sociale, famille, amitiés, bénévolat, arts, culture, éducation, entraide, etc.

Mais fera-t-on le pari d'aller « vers une civilisation de l'empathie »¹⁶⁹ permettant au moi relationnel de se développer librement ?

¹⁶⁹ Jérémy Rifkin, *Une Nouvelle conscience pour un monde en crise. Vers une civilisation de l'empathie*, Paris, Les liens qui libèrent, 2011.

CONCLUSION

Le Parti socialiste n'est pas un parti figé. Il a une matrice constituée d'un fonds productiviste justifié par sa critique sociale, mais celui-ci semble aujourd'hui en cours de transformation. Quatre motivations apparaissent à ce changement.

D'abord, la loi du champ politique énoncée par Guillaume Sainteny : les résultats électoraux des écologistes venus mordre sur l'électorat socialiste tout en élargissant potentiellement sa base ont aiguillonné le Parti socialiste. Ainsi, par à-coups, la récupération s'est accentuée, notamment lors des élections, comme en 1980-1981, lorsque François Mitterrand adopte le verbe écologiste et multiplie les propositions à destination de l'électorat vert.

La conversion, malgré un léger vacillement lors du débat sur le zégisme, n'est cependant pas immédiatement au rendez-vous. Il faut attendre l'émergence d'un nouveau paradigme

suffisamment proche pour favoriser le glissement. Le développement durable joue ce rôle en 1989-1992 ; sans remettre en question la croissance économique, cette notion intègre les textes officiels du Parti socialiste dès 1991. Peu à peu, un renversement s'opère et la croissance devient même la condition de la protection de l'environnement considérée uniquement comme un coût.

Les crises sont également des catalyseurs : Tchernobyl influe sur l'imaginaire collectif et oblige à s'interroger, même si les réponses apportées ne changent guère. La crise systémique, dès 2007, exige, elle, de penser une nouvelle voie. C'est tout le sens de la Convention nationale « Pour un nouveau modèle de développement » qui, tout en se conformant à la ligne du développement durable, glisse vers la notion de développement humain. L'accident de Fukushima, en 2011, conduit à revoir la position socialiste sur le nucléaire et à promettre l'organisation d'un grand débat national sur l'énergie.

Enfin, dernier aiguillon : le jeu des courants. Le courant fabiusien a, depuis 1989, un rôle déterminant dans l'évolution du discours écologique du Parti socialiste. Depuis 1990, il a occupé le secrétariat national à l'environnement pendant quatorze ans (de 1990 à 1993, de 1997 à 2005, de 2008 à 2011) et a fourni un important effort de théorisation du développement durable à travers des concepts comme l'écodéveloppement en 1990 ou la social-écologie en 2003. C'est d'ailleurs un fabiusien, Géraud Guibert – qui est aussi le plus long titulaire du secrétariat national à l'environnement (1997-2005) –, qui est, avec d'autres, à l'origine de la création du Pôle écologique, courant venu renforcer l'action d'Utopia pour penser l'alternative et donner des outils conceptuels au Parti socialiste.

Il apparaît que le Parti socialiste répond partiellement aux cinq paradigmes de l'écologie politique identifiés par Pierre Alphanhéry, Pierre Bitoun et Yves Dupont dans *L'Équivoque écologique*¹⁷⁰. Le paradigme du développement durable est

170. Pierre Alphanhéry, Pierre Bitoun, Yves Dupont, *L'Équivoque écologique*, Paris, La Découverte, 1991, p. 134-136.

une culture globale. Le renouveau microsocial est marqué par l'attention croissante portée à l'économie sociale et solidaire et aux petites et moyennes entreprises (PME), tandis que la revitalisation de la démocratie représentative a été engagée dès 1982 par la décentralisation. Avec le principe de précaution, la démesure prométhéenne du progrès est abandonnée, celui-ci n'est plus considéré aveuglément. Enfin, la notion de croissance sélective vient modérer le culte du développement illimité des forces productives. L'idée socialiste continue donc de faire son chemin, articulant toujours davantage la critique écologique à sa critique sociale originelle. Jusqu'à devenir un écosocialisme ?

Le Prix de la Fondation Jean-Jaurès

Le Prix de la Fondation Jean-Jaurès récompense un mémoire universitaire dont le sujet porte sur l'histoire du mouvement socialiste, français ou étranger, des origines à aujourd'hui : étude des organisations politiques et militantes, de leur implantation géographique, sociale et électorale, mais aussi analyse des événements marquants et des idées du socialisme, ou parcours de responsables nationaux et locaux.

contact : merel@jean-jaures.org

Comité de lecture

Président

Alain Bergounioux, président de l'OURS, directeur de la *Revue socialiste*, professeur associé à Sciences Po Paris.

Membres

Fabrice d'Almeida, professeur à l'Institut français de presse, université Panthéon-Assas Paris 2 ;

Christian Bougeard, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bretagne occidentale (Brest), chercheur au Centre de recherche bretonne et celtique ;

Gilles Candar, président de la Société d'études jaurésiennes, professeur d'histoire en classes préparatoires au lycée Montesquieu (Le Mans) ;

Noëlline Castagnez, maître de conférences à l'université d'Orléans, chercheur associé au Centre d'histoire de Sciences Po Paris ;

Jean-William Dereymez, directeur adjoint de l'Institut d'études politiques de Grenoble ;

Frank Georgi, maître de conférences à l'université Panthéon-Sorbonne Paris 1, chercheur au Centre d'histoire sociale du XX^{ème} siècle ;

Hélène Hatzfeld, docteur d'Etat en science politique, Département de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la technologie du ministère de la Culture et de la Communication ;

Marc Lazar, professeur à Sciences Po Paris et à l'université Luiss Guido Carli (Rome) ;

Gilles Morin, docteur en histoire, professeur à la Cité scolaire Marie-Curie (Sceaux), chercheur associé au Centre d'histoire sociale du XX^{ème} siècle.

COLLECTION DIRIGEE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-027-4

© EDITIONS FONDATION JEAN-JAURES
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS

www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETSGRAPHICS
Achevé d'imprimer par l'imprimerie A.Trois

SEPTEMBRE 2011

Timothée Duverger

Le Parti socialiste et l'écologie 1968-2011

Alors que l'écologie est devenue, dans le contexte actuel de crise écologique globale, une thématique incontournable et, dans la perspective de l'élection présidentielle, un enjeu politique de premier ordre, Timothée Duverger revient sur l'histoire de sa réception dans le discours du Parti socialiste.

Il retrace les conditions de son émergence, ses moments de reflux, sa réapparition sous la forme du « développement durable » et, enfin, l'évolution progressive vers l'articulation toujours plus forte de la critique écologique à la critique sociale originelle.

www.jean-jaures.org



9 782362 440274

ISBN : 978-2-36244-027-4

6 €